



Pacific  
Community  
Communauté  
du Pacifique

# Communauté du Pacifique États financiers 2016

# Communauté du Pacifique

## États financiers

### 2016

© Communauté du Pacifique (CPS) 2017

Tous droits réservés de reproduction ou de traduction à des fins commerciales/lucratives, sous quelque forme que ce soit. La Communauté du Pacifique autorise la reproduction ou la traduction partielle de ce document à des fins scientifiques ou éducatives ou pour les besoins de la recherche, à condition qu'il soit fait mention de la CPS et de la source. L'autorisation de la reproduction et/ou de la traduction intégrale ou partielle de ce document, sous quelque forme que ce soit, à des fins commerciales/lucratives ou à titre gratuit, doit être sollicitée au préalable par écrit. Il est interdit de modifier ou de publier séparément des graphismes originaux de la CPS sans autorisation préalable.

Texte original : anglais

Communauté du Pacifique, catalogage avant publication (CIP)

États financiers de la Communauté du Pacifique pour l'exercice 2015 / Communauté du Pacifique

1. Pacific Community
2. Technical assistance — Oceania.
3. International organization — Oceania.

I. Title II. Pacific Community

341.2460995

AACR2

ISBN: 978-982-00-1073-4

**Imprimé à la CPS**

B. P. D5, 98848 Nouméa Cedex (Nouvelle-Calédonie), 2017

[www.spc.int](http://www.spc.int)

# Table des matières

Communauté du Pacifique.....	7
États financiers clos au 31 décembre 2016.....	7
Notes relatives aux états financiers 2016.....	11
Annexes .....	32
Caisse de prévoyance de la Communauté du Pacifique .....	53
États financiers clos au 31 décembre 2016.....	53
Notes.....	55



**Communauté du Pacifique**  
**États financiers**  
clos au 31 décembre 2016



*This is a free translation into French of the statutory auditors' report on the financial statements issued in English and it is provided solely for the convenience of French speaking users.*

*The statutory auditors' report includes information specifically required by ISA 700 in such reports, whether modified or not. This information is presented below the audit opinion on the financial statements and includes an explanatory paragraph discussing the auditors' assessments of certain significant accounting and auditing matters. These assessments were considered for the purpose of issuing an audit opinion on the financial statements taken as a whole and not to provide separate assurance on individual account balances, transactions, or disclosures.*

*This report also includes information relating to the specific verification of information given in the management report and in the documents addressed to members of the Pacific Community.*

*This report should be read in conjunction with, and construed in accordance with, ISA 700 and professional auditing standards.*

## RAPPORT DE VERIFICATION INDEPENDANTE DES COMPTES A L'ORGANE DIRECTEUR DE LA COMMUNAUTE DU PACIFIQUE

Aux Membres de la Communauté du Pacifique

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par les membres de la Communauté du Pacifique nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Communauté du Pacifique relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2016, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables de l'International Public Sector Accounting Standards (IPSASs), réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit (ISA). Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2016 à la date d'émission de notre rapport.



Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel, aux vérifications spécifiques prévues par les standards.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de la Communauté du Pacifique sur la situation financière et les comptes annuels.

## **Informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires**

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

#### *Objectif et démarche d'audit*

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales (ISA), le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel et fait preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et recueille des éléments suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;



- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que des informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il est tenu d'attirer l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, de formuler une certification avec réserve ou un refus de certifier;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les effets des opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

#### *Compte rendu au comité d'audit*

Nous remettons un compte rendu au comité d'audit qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit, figurent les risques d'anomalies significatives que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit.

PricewaterhouseCoopers Professional Services

Anne-Marie Klotz

July 17th , 2017

# Communauté du Pacifique

## États financiers clos au 31 décembre 2016

### ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2016 (en UCOM)

	Note	2016	2015 (retraité)	2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8	60,117,932	67,324,144	67,324,144
Contributions statutaires à recevoir	9	4,192,272	881,236	881,236
Fonds projet à recevoir	17	5,090,917	2,300,606	2,952,332
Autres créances	10	44,312	1,191,479	4,076,152
Inventaires		719,425	554,173	554,173
<b>Actif à court terme</b>		<b>70,164,858</b>	<b>72,251,638</b>	<b>75,788,037</b>
Immobilisations corporelles	11	24,471,396	26,677,220	26,677,220
Immobilisations incorporelles	12	5,231	8,291	8,291
<b>Actifs non courants</b>		<b>24,476,627</b>	<b>26,685,511</b>	<b>26,685,511</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>		<b>94,641,485</b>	<b>98,937,149</b>	<b>102,473,548</b>
Comptes fournisseurs et comptes de régularisation	13	6,029,923	3,103,641	6,519,046
Provisions	14	5,961,050	2,763,679	-
Crédit reporté – Redevance administrative pour gestion de projet		-	998,825	998,825
Contributions statutaires à recevoir	9	2,050,000	16,886	16,886
Fonds projet non employés	17	46,690,978	56,952,778	59,837,451
Emprunts	15	405,154	431,595	431,595
<b>Passif à court terme</b>		<b>61,137,105</b>	<b>64,267,404</b>	<b>67,803,803</b>
Provisions	14	3,586,640	4,148,971	4,148,971
Crédit reporté – Immobilisations corporelles	16	3,205,317	3,856,554	2,248,362
Emprunts	15	4,881,361	5,854,731	5,854,731
<b>Passif à long terme</b>		<b>11,673,318</b>	<b>13,860,256</b>	<b>12,252,064</b>
<b>Total passif</b>		<b>72,810,423</b>	<b>78,127,660</b>	<b>80,055,867</b>
<b>ACTIF NET</b>		<b>21,831,062</b>	<b>20,809,489</b>	<b>22,417,681</b>
Réserve générale		12,313,756	11,985,012	13,802,753
Réserves particulières		683,210	559,097	559,097
Fonds spéciaux	18	8,834,096	8,265,380	8,055,831
<b>TOTAL SITUATION NETTE</b>		<b>21,831,062</b>	<b>20,809,489</b>	<b>22,417,681</b>

Les notes figurant dans ce document font partie intégrante des états financiers.

Pour la Communauté du Pacifique



Dr Colin Tukuitonga  
Directeur général



Martin Van Weerdenburg  
Directeur des finances

## ÉTATS DES RÉSULTATS FINANCIERS CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2016 (en UCOM)

	Note	2016	2015 (retraité)	2015
Contributions volontaires des pays membres	19	9,331,538	9,045,103	9,045,103
Contributions statutaires et subventions spéciales des pays hôtes	20	11,877,120	11,431,265	11,431,265
Fonds projet	6	59,060,179	62,364,497	61,339,187
Redevance administrative pour gestion de projet		4,152,704	3,166,125	3,166,125
Recettes nettes - logements	18	608,175	485,246	485,246
Recettes nettes - économat	18	(39,459)	6,118	6,118
Produits d'intérêt	21	315,529	361,366	361,366
Autres recettes	22	2,936,901	1,467,192	1,467,192
<b>Recettes totales</b>		<b>88,242,687</b>	<b>88,326,912</b>	<b>87,301,602</b>
Dépenses de personnel	23	38,553,998	42,765,480	42,244,479
Frais de communication		899,190	787,689	787,689
Frais de fonctionnement et autres coûts	24	12,184,211	10,879,302	17,606,575
Projets d'acquisition d'immobilisations		1,714,641	1,196,819	1,196,819
Frais de transport et de voyage		12,226,168	14,590,377	14,590,377
Conférences, formations et ateliers/activités de terrain		2,814,264	4,652,332	4,652,332
Subventions		6,368,091	5,292,636	5,292,636
Publications et matériel de production		-	-	1,025,410
Consultants		10,286,833	8,176,463	-
Amortissements	11	2,056,750	1,894,015	868,705
Charges financières-frais bancaires		116,968	125,011	125,011
<b>Total des charges</b>		<b>87,221,114</b>	<b>90,360,124</b>	<b>88,390,033</b>
<b>Total excédent/(déficit) d'exploitation pour l'exercice</b>		<b>1,021,573</b>	<b>(2,033,212)</b>	<b>(1,088,431)</b>

ÉTAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET/DE LA SITUATION NETTE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016 (en UCOM)											
	Remarques	Réserve générale	Réserves particulières				Fonds spéciaux			Total	
			Évacuations d'urgence	Remplacement installations techniques et équipement	Petits travaux	Change	Total	Logements	Économat		Total
Solde au 1er janvier 2015		15,134,129	30,000	384,910	200,000	192,606	807,516	7,430,316	134,151	7,564,467	23,506,112
Correction erreur exercice précédent - travaux d'investissement en cours	25	(872,960)									(872,960)
Solde au 1er janvier 2015 (retraité)		14,261,169	30,000	384,910	200,000	192,606	807,516	7,430,316	134,151	7,564,467	22,633,152
Excédent/(déficit) d'exploitation		(1,088,431)	-	-	-	-	-	-	-	-	(1,088,431)
Correction erreur exercice précédent - travaux d'investissement en cours	25	(944,781)						209,549		209,549	(735,232)
Solde au 31 décembre 2015 (retraité)		(2,033,212)	-	-	-	-	-	209,549	-	209,549	(1,823,663)
Reclassement – fonds spéciaux		(491,364)	-	-	-	-	-	485,246	6,118	491,364	-
Ajustement de change		(12,957)	-	-	-	12,957	12,957	-	-	-	-
Transferts		261,376	-	(261,376)	-	-	(261,376)	-	-	-	-
<b>Solde au 31 décembre 2015 (retraité)</b>	<b>25</b>	<b>11,985,012</b>	<b>30,000</b>	<b>123,534</b>	<b>200,000</b>	<b>205,563</b>	<b>559,097</b>	<b>8,125,111</b>	<b>140,269</b>	<b>8,265,380</b>	<b>20,809,489</b>
Solde au 31 décembre 2016 (retraité)		11,985,012	30,000	123,534	200,000	205,563	559,097	8,125,111	140,269	8,265,380	20,809,489
Excédent/(déficit) d'exploitation		1,021,573	-	-	-	-	-	-	-	-	1,021,573
Reclassement – fonds spéciaux	18	(568,716)	-	-	-	-	-	608,175	(39,459)	568,716	-
Ajustement de change		(124,113)	-	-	-	124,113	124,113	-	-	-	-
<b>Solde au 31 décembre 2016</b>		<b>12,313,756</b>	<b>30,000</b>	<b>123,534</b>	<b>200,000</b>	<b>329,676</b>	<b>683,210</b>	<b>8,733,286</b>	<b>100,810</b>	<b>8,834,096</b>	<b>21,831,062</b>

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE AU 31 DÉCEMBRE 2016 (en UCOM)**

	2016	2015 (retraité)	2015
	CFP Units	CFP Units	CFP Units
Contributions des membres	44,026,614	43,872,779	43,872,779
Contributions des non-membres	24,740,287	50,054,507	50,054,507
Loyers perçus	2,118,362	2,322,887	2,322,887
Ventes de l'économat	694,766	783,857	783,857
Intérêts perçus	287,359	294,977	294,977
<b>Entrées de trésorerie</b>	<b>71,867,388</b>	<b>97,329,007</b>	<b>97,329,007</b>
Salaires et coûts annexes	(35,520,244)	(38,695,548)	(38,174,547)
Fournitures et services	(39,443,875)	(44,951,912)	(45,472,913)
Dépenses liées à l'immobilier	(1,196,170)	(1,403,145)	(1,403,145)
Achats de l'économat	(725,055)	(777,739)	(777,739)
Remboursement d'intérêts	(135,369)	(153,347)	(153,347)
<b>Sorties de trésorerie</b>	<b>(77,020,713)</b>	<b>(85,981,691)</b>	<b>(85,981,691)</b>
<b>Flux de trésorerie net des postes d'exploitation</b>	<b>(5,153,325)</b>	<b>11,347,316</b>	<b>11,347,316</b>
Produit de la vente d'immobilisations corporelles	682,500	-	-
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(2,735,387)	(2,214,330)	(2,214,330)
<b>Flux de trésorerie net des placements</b>	<b>(2,052,887)</b>	<b>(2,214,330)</b>	<b>(2,214,330)</b>
<b>Augmentation nette des avoirs en caisse</b>	<b>(7,206,212)</b>	<b>9,132,986</b>	<b>9,132,986</b>
Avoirs en caisse au début de l'exercice	67,324,144	58,191,158	58,191,158
Avoirs en caisse en fin d'exercice	60,117,932	67,324,144	67,324,144

**ÉTAT COMPARATIF DES MONTANTS EFFECTIFS ET DES MONTANTS INSCRITS AU BUDGET (en UCOM)**

	Note	Budget rectificatif de l'exercice 2016	Budget réel	Écart
Fonds ordinaires		21,433,885	21,208,658	(225,227)
Redevance administrative pour gestion de projet		3,787,700	4,152,704	365,004
Produits d'intérêt		250,000	315,529	65,529
Autres recettes		-	2,936,901	2,936,901
Fonds projet		76,399,300	59,060,179	(17,339,121)
Entités autofinancées (fonds spéciaux)		(202,200)	568,716	770,916
<b>Recettes totales</b>		<b>101,668,685</b>	<b>88,242,687</b>	<b>(13,425,998)</b>
Bureau du Directeur général		4,752,200	5,919,910	1,167,710
Opérations et gestion		10,793,900	15,162,125	4,368,225
<b>Total dépenses administratives</b>		<b>15,546,100</b>	<b>21,082,035</b>	<b>5,535,935</b>
Géosciences		23,139,700	16,316,412	(6,823,288)
Développement économique		12,643,400	5,790,018	(6,853,382)
Évaluation et qualité de l'enseignement		3,112,900	3,563,466	450,566
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins		12,747,300	11,079,125	(1,668,175)
Ressources terrestres		14,873,200	11,851,179	(3,022,021)
Santé publique		3,973,500	3,685,116	(288,384)
Développement social		4,282,500	4,034,584	(247,916)
Durabilité environnementale et changement climatique		7,071,800	6,068,846	(1,002,954)
Statistique pour le développement		4,240,900	3,750,333	(490,567)
<b>Dépenses totales des programmes</b>		<b>86,085,200</b>	<b>66,139,079</b>	<b>(19,946,121)</b>
<b>Dépenses totales des divisions</b>	<b>7</b>	<b>101,631,300</b>	<b>87,221,114</b>	<b>(14,410,186)</b>
<b>Excédent/(déficit) d'exploitation net pour l'année</b>		<b>37,385</b>	<b>1,021,573</b>	<b>984,189</b>

# Notes relatives aux états financiers 2016

## Note 1

### Entité comptable

1. L'activité principale de la Communauté du Pacifique (CPS) consiste à entreprendre des travaux de recherche, à offrir une assistance technique et à dispenser des formations en vue de promouvoir le développement économique et social des 26 États et Territoires insulaires océaniques membres. La CPS est une organisation internationale de développement. Elle a son siège à Nouméa (Nouvelle-Calédonie) et possède des antennes régionales aux Fidji, à Vanuatu et aux États fédérés de Micronésie. La CPS est dotée du statut diplomatique dans chacun de ces pays. Le document fondateur de la CPS est la Convention de Canberra de 1947, qui définit le statut juridique de l'Organisation. L'organe directeur de la CPS est la Conférence de la Communauté du Pacifique, qui se tient tous les deux ans. Le Comité des représentants des gouvernements et administrations (CRGA) se réunit une fois par an. Les années où la Conférence n'a pas lieu, il est habilité à prendre des décisions relatives à la gouvernance de la CPS.

## Note 2

### Déclaration de conformité aux normes comptables internationales du secteur public (IPSAS)

1. Les états financiers de la CPS ont été établis conformément aux normes IPSAS et aux dispositions transitoires indiquées à la Note 3 (Base d'établissement des états financiers et autorisation de publication).

## Note 3

### Base d'établissement des états financiers et autorisation de publication

#### *Méthode comptable*

1. Ces états financiers ont été établis selon la méthode de la comptabilité d'engagement conformément aux normes IPSAS.
2. La CPS applique la méthode du coût historique. Les conventions comptables ont été appliquées de manière systématique durant tout l'exercice. À la CPS, l'exercice budgétaire court de janvier à décembre.

#### *Devises étrangères*

3. Les éléments figurant dans les états financiers de la CPS sont évalués en utilisant la monnaie du principal environnement économique dans lequel opère l'Organisation (« monnaie fonctionnelle »). La monnaie fonctionnelle de la CPS est le franc Pacifique (CFP). Les états financiers sont présentés en unités de compte (UCOM), la monnaie de présentation utilisée à la Communauté du Pacifique pendant la période visée.
4. Les transactions en monnaie étrangère sont converties en monnaie fonctionnelle au taux de change opérationnel en vigueur aux dates des transactions. Le taux de change opérationnel est proche du taux de change au comptant.
5. Les éléments non monétaires libellés en monnaie étrangère et comptabilisés sur la base du coût historique sont convertis au taux de change en vigueur aux dates de transaction.
6. Les gains et pertes de change liés au règlement des transactions en monnaie étrangère et à la conversion au cours de clôture des actifs et passifs monétaires libellés en monnaie étrangère sont constatés dans l'état des résultats financiers.

#### *Estimations comptables essentielles*

7. Les estimations et les jugements, qui sont actualisés en continu, se fondent sur les informations historiques et sur d'autres facteurs, notamment les anticipations d'événements futurs jugées raisonnables au vu des circonstances.

L'Organisation procède à des estimations et à des jugements, et retient des hypothèses concernant le futur. Les estimations comptables qui en découlent sont, par définition, rarement équivalentes aux résultats effectifs se révélant ultérieurement.

Les estimations comptables et les hypothèses sur lesquelles elles se fondent sont révisées en continu, et les estimations révisées sont portées aux comptes de l'exercice au cours duquel elles ont été révisées et de tout autre exercice futur également concerné.

Les principales estimations et hypothèses portent sur les aspects suivants : calcul de la durée d'utilité et sélection de la méthode d'amortissement applicables aux immobilisations corporelles/incorporelles ; dotations aux dépréciations ; passif lié au rapatriement des agents expatriés ; et actifs et passifs éventuels.

#### **Dispositions transitoires**

8. Les normes IPSAS, en vigueur à compter du 1er janvier 2016, sont appliquées conformément aux dispositions transitoires suivantes :
  - Conformément à la norme IPSAS 18 (Information sectorielle), il n'est pas présenté d'état de la valeur comptable des actifs et passifs sectoriels.

#### **Autorisation d'utilisation**

9. Les présents états financiers sont certifiés par le Directeur général et présentés pour adoption au CRGA, l'organe directeur de la CPS.

## Note 4

### Principales conventions comptables

#### **Classification des actifs financiers**

1. La CPS classe ses actifs financiers en deux catégories : les placements détenus jusqu'à leur échéance et les créances. À la date de clôture des comptes, les seuls actifs financiers détenus par la CPS se présentent sous la forme de trésorerie et équivalents de trésorerie et de créances. Leur valeur est déterminée lors de la comptabilité initiale et réévaluée à chaque date de clôture.
2. Les actifs financiers dont l'échéance est supérieure à 12 mois à la date de clôture sont considérés comme des actifs non courants dans les états financiers. Les actifs libellés en monnaies étrangères sont convertis en UCOM au taux de change opérationnel en vigueur à la date de clôture, les gains et les pertes étant constatés dans l'état des résultats financiers.
3. La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les placements à court terme à forte liquidité et les dépôts à terme, qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ces actifs sont détenus auprès de banques et d'institutions financières reconnues.
4. Les contributions statutaires à recevoir représentent le revenu statutaire non recouvré dont les États et Territoires membres sont redevables au titre de leurs engagements exécutoires, et sont comptabilisées en produits. Elles sont comptabilisées au coût, déduction faite de la perte de valeur liée aux montants irrécouvrables estimés.
5. La CPS peut consentir des prêts à ses agents à des fins préalablement établies, comme le prévoient les Statuts du personnel. L'échéance de ces avances ne peut être supérieure à 18 mois. Leur valeur comptable est comptabilisée, déduction faite du montant des dépréciations éventuelles, et se rapproche de leur juste valeur.

#### **Inventaires**

6. La CPS détient des stocks qui sont conservés à l'économat et sont constitués de biens destinés à la revente. Les inventaires sont comptabilisés au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est calculé selon la méthode du premier entré, premier sorti (PEPS). La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé réalisable dans le cours normal d'exploitation, déduction faite des coûts de la vente.

#### **Immobilisations corporelles**

7. Toutes les immobilisations corporelles sont comptabilisées à leur coût historique, minoré des amortissements cumulés et des moins-values cumulées. Sont compris les coûts directement attribuables à l'acquisition d'un actif et l'estimation initiale des coûts de démantèlement et de remise en état des sites. Lorsqu'un actif est acquis en retour d'une contrepartie nulle ou symbolique, on considère que son coût est égal à sa juste valeur à la date d'acquisition. Ne sont portés en immobilisations corporelles que les biens dont la valeur est égale ou supérieure à 3 000 UCOM par unité.
8. Après comptabilisation, la CPS applique le modèle du coût plutôt que le modèle de réévaluation. Les coûts ultérieurs sont inclus dans la valeur comptable de l'actif ou comptabilisés comme un actif distinct, le cas échéant, uniquement s'il est probable que les avantages économiques futurs associés à cet actif iront à l'Organisation et si le coût de cet actif peut être évalué de manière fiable. Les coûts de réparation et d'entretien sont comptabilisés dans l'état des résultats financiers de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

9. La CPS assure le contrôle intégral de tous les principaux éléments d'actif, qui sont portés à l'actif à leur valeur d'acquisition. L'amortissement de ces actifs est comptabilisé dans l'état des résultats financiers. La CPS a porté à l'actif, à leur valeur d'acquisition, tous les biens afférents aux projets dont elle conserve le contrôle effectif. Les biens acquis aux fins de projets en cours, et dont le contrôle est assuré par des parties tierces, n'ont pas été portés à l'actif.
10. Les immobilisations corporelles comprennent les locaux occupés en vertu de droits d'usage et répondant aux critères de comptabilisation (voir plus loin la section « Droits d'usage »).
11. L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire sur toute leur durée d'utilité estimée, sauf dans le cas de biens fonciers, qui ne sont pas soumis à amortissement. Les éléments des immobilisations corporelles ayant des durées d'utilité différentes sont comptabilisés séparément. Les actifs en construction ne sont pas soumis à amortissement, puisqu'ils ne sont pas encore utilisables.

On trouvera dans le tableau ci-après la durée d'utilité estimée de différentes catégories d'immobilisations corporelles :

• Véhicules automobiles, matériel, mobilier et agencements	5 ans
• Matériel informatique	3 ans
• Bâtiments	10-50 ans

Les biens immobiliers de la CPS sont constitués de locaux administratifs et d'un parc immobilier à usage résidentiel. Chaque élément constitutif des bâtiments du siège et du complexe résidentiel du Receiving (Nouméa), qui représentent la majeure partie des biens immobiliers de la CPS, est amorti individuellement. La durée d'utilité des éléments constitutifs des biens immobiliers est comprise entre 10 et 50 ans, comme indiqué ci-dessous :

Structures, relevés topographiques et honoraires des architectes	40 ans
Toitures, peintures, installations électriques, plomberie, climatisation, charpentes, etc.	20 ans
Voies et réseaux divers	40 ans
Organisation interne et externe	10 ans

12. Compte tenu du mode d'utilisation des immobilisations corporelles, aucune valeur résiduelle n'est appliquée après amortissement intégral. Un gain ou une perte résultant de la cession d'immobilisations corporelles est comptabilisé dès lors que le produit de cette cession est différent de la valeur comptable des actifs considérés. Ces gains ou pertes apparaissent dans l'état des résultats financiers.

#### ***Immobilisations incorporelles***

13. Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût historique, minoré des amortissements cumulés et des dépréciations cumulées. Elles sont amorties sur trois ans.
14. Les licences des logiciels dont l'organisation a fait l'acquisition sont portées à l'actif sur la base de leurs coûts d'acquisition et de mise en exploitation. Les coûts directement liés à l'élaboration des logiciels destinés à un usage interne sont portés à l'actif en tant qu'immobilisation incorporelle.
15. L'amortissement est comptabilisé dans l'état des résultats financiers sur une base linéaire pour toutes les immobilisations incorporelles à durée de vie limitée, à des taux permettant de passer en pertes et de ramener à sa valeur résiduelle estimée le coût ou la valeur des immobilisations.

#### ***Dépréciation d'actifs non générateurs de trésorerie***

16. Les immobilisations corporelles de la CPS autres que le bâti sont des actifs non générateurs de trésorerie, au même titre que les immobilisations incorporelles, qui font l'objet de tests de dépréciation à la date de clôture des comptes de chaque exercice. Les immobilisations corporelles sont soumises à des tests de dépréciation au titre de la procédure annuelle de vérification physique. Une perte de valeur est constatée dans l'état des résultats financiers lorsque la valeur comptable d'un actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif représente sa juste valeur, minorée des coûts de la vente, ou sa valeur d'utilité, si celle-ci est supérieure.
17. Les dépréciations comptabilisées lors des périodes antérieures sont évaluées à la date de clôture des comptes afin de déterminer si la dépréciation de la valeur des actifs a diminué ou n'existe plus. La valeur comptable d'un actif majorée à la suite de la reprise de dépréciations ne doit pas être supérieure à la valeur comptable qui aurait été déterminée (nette d'amortissement) si aucune dépréciation n'avait été comptabilisée pour cet actif.
18. La CPS détient un portefeuille immatériel de biens immobiliers générateurs de trésorerie, actuellement surnuméraires au regard des besoins et loués dans une perspective de rentabilité. Toutefois, ces actifs ne sont pas détenus dans le but principal de générer une rente commerciale, et ne font donc pas l'objet des tests de dépréciation applicables aux actifs générateurs de trésorerie.

### ***Financial liabilities classification***

19. Les passifs financiers sont constitués par ailleurs de dettes, de charges à payer, de sommes détenues pour le compte des bailleurs et d'obligations diverses. La CPS a également contracté, en vue de l'acquisition de logements, des emprunts commerciaux qui constituent une autre catégorie de passif financier. Ces emprunts sont comptabilisés à leur juste valeur minorée des coûts de transaction. Les passifs financiers dont l'échéance est inférieure à 12 mois sont comptabilisés à leur valeur comptable.
20. Les dettes et les charges résultant de l'acquisition de biens et de services sont d'abord évaluées à leur juste valeur, puis comptabilisées à leur coût amorti lorsque lesdits biens et services sont fournis et acceptés par la CPS. Les passifs sont comptabilisés au montant facturé, après déduction des remises appliquées à la date de clôture des comptes. En l'absence de factures à la date de clôture, les passifs font l'objet d'une estimation.
21. Les fonds reçus d'avance correspondent aux contributions versées au titre de périodes comptables ultérieures, telles qu'indiquées dans les accords conclus avec les bailleurs. Ils sont comptabilisés en produits et affectés, au cours de la période indiquée, aux activités auxquelles ils étaient réservés. Les fonds projet inemployés correspondent aux fonds reçus des bailleurs qui sont comptabilisés en produits au titre des périodes budgétaires ultérieures dès lors que les conditions applicables sont réunies ou que les produits sont acquis, ce qui, dans le cas de la CPS, s'entend dès utilisation des fonds destinés à des activités liées aux projets.
22. La CPS applique une redevance administrative au titre de la gestion des projets afin de recouvrer une partie des frais généraux qu'elle encourt en sa qualité de maître d'œuvre des projets. Cette redevance est comptabilisée dans les recettes pendant la période de mise en œuvre des projets. Dans la mesure où le résultat des services fournis peut être estimé de manière fiable, les produits provenant de ces prestations sont comptabilisés en fonction de l'état d'avancement desdites prestations à la date de clôture des comptes.

### ***Avantages du personnel***

#### ***Avantages à court terme***

23. Les avantages à court terme désignent les avantages payables dans les douze mois suivant la fin de l'année pendant laquelle les membres du personnel fournissent les services correspondants. Ces avantages comprennent les congés dans les foyers, les prestations périodiques mensuelles (salaires et traitements, par exemple), les absences rémunérées et les autres avantages non pécuniaires de courte durée dont bénéficient les agents en poste actuellement. Une dépense est constatée dès lors qu'un membre du personnel fournit des services en échange de certains avantages. Un passif est comptabilisé dès lors qu'un avantage n'a pas été utilisé à la date de clôture des comptes. Ce passif correspond au montant versé ou à verser pour régler le passif. Ces avantages étant de courte durée, les passifs ne sont pas actualisés en fonction de la valeur temps de l'argent et figurent parmi les éléments de passif courants.

#### ***Avantages postérieurs à l'emploi***

24. Les avantages postérieurs à l'emploi désignent les prestations (autres que les indemnités de fin de contrat de travail) qui sont payables postérieurement à la cessation de l'emploi.
25. Ces avantages comprennent un régime de retraite (la Caisse de prévoyance de la CPS) et une indemnité de réinstallation. La Caisse de prévoyance de la CPS est un régime de prévoyance à cotisations définies.
26. S'agissant du régime de prévoyance à cotisations définies, l'obligation pour chaque exercice comptable est déterminée par les montants à payer pour l'exercice considéré. En conséquence, aucune hypothèse actuarielle n'est nécessaire pour évaluer l'obligation ou la dépense.
27. Les comptes de la Caisse de prévoyance sont vérifiés par des vérificateurs externes indépendants et présentés chaque année à l'organe directeur de la CPS.

#### ***Autres avantages à long terme***

28. Les autres avantages à long terme s'entendent des prestations totales ou partielles qui ne sont pas à régler dans les 12 mois suivant la fin de l'exercice au cours duquel les agents ont fourni les services correspondants. Ils comprennent la part non courante des droits à congé dans les foyers.

#### ***Indemnités de fin de contrat de travail***

29. Les indemnités de fin de contrat de travail sont comptabilisées en charges uniquement lorsque la CPS est manifestement engagée, sans possibilité réelle de se rétracter, à mettre fin à l'emploi d'un agent avant la date normale de la fin de son contrat ou à lui verser des indemnités de fin de contrat de travail ou une prime de départ à titre d'incitation à un départ volontaire. Les indemnités de fin de contrat de travail sont généralement versées dans un délai de 12 mois et sont comptabilisées à un montant égal aux sommes qui devraient être payées.

### ***Droits d'usage***

30. Lorsque la CPS signe un accord en vue de l'obtention de droits d'usage sur des actifs dont elle ne détient pas le titre de propriété/la propriété, à l'exemple de terrains qui lui sont cédés à bail à titre gracieux, la transaction est une opération sans contrepartie directe. Dans ce cas, il faut comptabiliser l'actif et le revenu à la date d'entrée en vigueur de l'accord. L'actif n'est comptabilisé que s'il satisfait aux critères de comptabilisation des actifs. Il est évalué à la juste valeur de la ressource pour laquelle le droit d'usage a été acquis à la date d'acquisition. La charge d'amortissement est répartie sur toute la durée d'utilité de l'actif ou sur la durée du droit d'usage, si celle-ci est plus courte. Le produit est également comptabilisé à un montant égal à celui de l'actif, sauf dans la mesure où un passif est également comptabilisé.

### ***Constatation des produits***

#### **Contributions**

31. Les contributions statutaires sont des opérations sans contrepartie directe et sont comptabilisées en produits au début de chaque exercice, dans la mesure où elles constituent des obligations statutaires pour les États et Territoires membres.
32. Les contributions volontaires sont des opérations sans contrepartie directe et sont comptabilisées en produits à la date d'entrée en vigueur des accords de contribution, ou à la date de réception des fonds conformément aux règles financières de la CPS. Les produits sont indiqués déduction faite de la restitution aux bailleurs des soldes inutilisés et de la dépréciation des créances.
33. Les ressources et les fonds projet sont assortis de conditions imposées par les bailleurs et peuvent être globalisés ou fléchés. Les ressources globalisées s'entendent des fonds que la CPS est libre d'utiliser comme elle l'entend aux fins des activités relevant de son mandat. Les fonds fléchés sont versés à l'appui d'activités ou de projets précis, définis d'un commun accord par la CPS et les bailleurs.
34. Les ressources et fonds projet fléchés ne sont comptabilisés en produits qu'à partir du moment où les conditions imposées par les bailleurs sont remplies.
35. Les subventions et fonds projets globalisés sont comptabilisés dès réception de la confirmation de l'engagement.
36. Les autres produits et gains sont comptabilisés dès qu'ils sont acquis.

### ***Constatation des charges***

37. Les dépenses sont comptabilisées lorsque les biens/services sont fournis et acceptés par la CPS ou comme indiqué ci-après.
38. Si la CPS est le principal maître d'œuvre/gestionnaire d'un projet et confie à des organisations tierces intervenant en qualité de sous-récepteurs l'exécution, en son nom, d'activités précises au titre du projet, en vertu d'arrangements contractuels secondaires, les avances versées à ces organisations ne sont constatées dans les charges qu'à la réception de pièces justificatives confirmant le caractère acceptable des dépenses, et uniquement après réception des biens/services connexes, conformément aux instructions des bailleurs.

### ***Gestion du risque financier***

39. L'Organisation est exposée à une multitude de risques financiers, à savoir : le risque de marché (comme le risque de change), le risque de crédit et le risque de liquidité. Le programme de gestion des risques de la CPS, qui est axé sur le caractère imprévisible des marchés financiers, vise à réduire au minimum les effets potentiellement défavorables sur la santé financière de l'Organisation.

Le CRGA définit les principes de gestion des risques, ainsi que les politiques portant sur des questions particulières.

### ***Risques de change***

40. L'Organisation est exposée au risque de change induit par les fluctuations du cours de change, et notamment du cours du dollar des États-Unis d'Amérique, du dollar australien et du dollar néo-zélandais. Elle est en particulier exposée au risque de change induit par les dons et transactions et les actifs et passifs enregistrés.

Pour maîtriser le risque de change, la CPS a ouvert des comptes bancaires en plusieurs monnaies afin de profiter de l'issue la plus favorable et de régler les engagements libellés en devises étrangères dans la devise utilisée par le bailleur pour verser des fonds.

Par ailleurs, une réserve pour variation de change a été créée (dans les fonds particuliers) pour faire face aux fluctuations défavorables qui pourraient se produire dans les années à venir.

### **Risque de crédit**

41. La direction a mis en place une politique en matière de crédit et le risque de crédit est évalué en permanence. Pour ce qui est des comptes clients, le risque de crédit est limité, puisque les contributions statutaires dues par les États et Territoires membres sont considérées comme des dettes souveraines. À la date de clôture, le risque de crédit était peu important.

### **Risque de liquidité**

42. Une gestion prudente du risque de liquidité implique de conserver un niveau suffisant de liquidités et de disposer de ressources financières grâce à un montant d'espèces et des facilités de crédit appropriés.

### **Risque de flux de trésorerie et risque de taux d'intérêt**

43. Étant donné que le passif productif d'intérêts de la CPS est réduit, les dépenses et les flux de trésorerie d'exploitation de l'Organisation sont en grande partie indépendants des fluctuations des taux d'intérêt du marché.

L'Organisation est exposée à un risque de taux d'intérêt induit par les éléments d'actif productifs d'intérêts (qui figurent dans la rubrique Trésorerie et équivalents de trésorerie). Les taux d'intérêt variables font courir à l'Organisation un risque de flux de trésorerie. Les placements de fonds liquides sont limités aux institutions financières présentant un bon niveau de solvabilité.

### **Engagements, provisions et actifs/passifs éventuels**

#### **Engagements**

44. Les engagements correspondent aux charges et passifs à venir au titre de contrats conclus à la date de clôture des comptes, et auxquels la CPS peut difficilement se soustraire dans le cours normal de ses activités. Ils s'entendent hors engagements relatifs aux contrats de travail et comprennent :
- les engagements en capital – le montant cumulé des dépenses d'équipement ayant fait l'objet d'un contrat sans toutefois être comptabilisé(s) comme étant payé(s) ou couvert(s) à la clôture de l'exercice ;
  - les contrats de fourniture de marchandises et de prestations de service dont la CPS attend qu'ils lui soient livrés ou fournis dans le cadre de ses activités ordinaires ;
  - les autres engagements non résiliables.

#### **Provisions**

45. Une provision est comptabilisée lorsque la CPS a une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'événements passés et susceptible d'être évaluée de manière fiable, et lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources représentative d'avantages économiques sera nécessaire pour régler l'obligation. Les montants des provisions sont calculés en fonction de la valeur actuelle des dépenses que l'Organisation estime nécessaires pour éteindre l'obligation.

#### **Actifs/passifs éventuels**

46. Un actif éventuel est signalé lorsque l'entrée d'avantages économiques ou d'un potentiel de service est probable. Lorsqu'un actif éventuel devient quasi-certain, et que son montant peut être évalué de manière fiable, l'actif et le produit correspondant sont portés aux comptes de l'exercice au cours duquel a eu lieu le changement.
47. Tout passif éventuel est signalé sauf si la possibilité qu'il se concrétise est faible. Si la confirmation du passif est probable, une provision est portée aux comptes de l'exercice au cours duquel la probabilité s'est inversée.

## Note 5

### Reclassement des données comparatives et ajustements par rapport à l'exercice précédent

1. Afin d'améliorer la présentation des données financières et de rendre compte de l'introduction de nouvelles procédures, les reclassements et ajustements ci-après ont été effectués :
  - a) Le Programme durabilité environnementale et changement climatique (DECC), auparavant inscrit au chapitre Bureau du Directeur général, constitue désormais une entité à part entière présentée séparément.
  - b) En application de la norme IPSAS 3, la réserve générale d'ouverture a fait l'objet d'un ajustement visant à corriger les erreurs liées à la comptabilité des travaux d'investissement en cours. Lors de la période de transition entre les anciennes procédures comptables et les normes IPSAS, adoptées en 2015, des erreurs ont été faites dans le traitement des allocations réparties entre le crédit reporté et les travaux en cours. La CPS a corrigé ces erreurs en appliquant la norme IPSAS 3, de manière rétroactive et sur fonds propres, ce qui a eu une incidence sur :
    - le solde d'ouverture 2015 à hauteur de (872 960) UCOM ;
    - le solde de clôture 2015 à hauteur de (944 781) UCOM pour la réserve générale et de 209 549 UCOM pour le fonds de gestion immobilière.En conséquence, le solde d'ouverture 2016 a été modifié à hauteur de (1 817 741) UCOM pour la réserve générale et de 209 549 UCOM pour le fonds de gestion immobilière, soit un impact sur la situation nette de (1 608 192) UCOM. Pour de plus amples informations, on se reportera à la Note 25.
  - c) Les soldes des comptes débiteurs et créditeurs relatifs aux projets sont désormais présentés à la Note 17. Auparavant, certains d'entre eux étaient comptabilisés séparément dans la Note 10 à la rubrique Autres créances et dans la Note 13 à la rubrique Effets à payer et comptes de régularisation.
  - d) Les charges d'amortissement et le transfert compensatoire aux recettes du solde précédemment porté au compte du passif financé au titre des projets avaient été exclus des états financiers en 2015. Les deux éléments sont désormais comptabilisés dans leur intégralité afin de rendre compte du montant total des charges considérées.

## Note 6

### Information sectorielle

1. La CPS segmente ses sources de financement par secteur, en fonction de ses obligations envers les bailleurs et les États et Territoires membres. Cette segmentation permet par ailleurs à l'Organisation de se fixer des objectifs et de prendre des décisions quant à l'affectation future des ressources en faveur des domaines d'action prioritaires.

#### **Fonds statutaires**

2. Les fonds statutaires sont principalement constitués des contributions statutaires dont doit s'acquitter chaque État et Territoire membre. Ces fonds font l'objet d'un suivi distinct, et la CPS est libre de les utiliser comme elle l'entend. Ils comprennent aussi des recettes diverses, notamment des produits d'intérêts. Les états financiers annuels sont le seul document que la CPS est tenue d'établir à l'intention des membres pour rendre compte de l'utilisation des fonds statutaires.

#### **Fonds projet**

3. Les fonds projet correspondent aux financements que les organismes bailleurs et les États et Territoires membres versent à la CPS en sus de leurs contributions statutaires, aux fins de projets et d'objectifs précis. La CPS n'est pas libre d'utiliser ces fonds comme elle l'entend. L'utilisation qui en est faite et les procédures d'établissement des rapports financiers y afférents doivent satisfaire aux instructions reçues des bailleurs. L'Organisation prélève cependant une redevance administrative comptabilisée dans les fonds statutaires, les fonds projet étant employés.

#### **Fonds spéciaux**

4. Les fonds spéciaux regroupent les montants générés en interne au titre des activités du service de gestion immobilière et de l'économat. L'économat est un commerce vendant uniquement au personnel des articles divers et des produits hors taxes. Le service de gestion immobilière gère les logements du parc immobilier de la CPS occupés par des agents de l'Organisation. Cette dernière prend à sa charge 75 % du montant des loyers, et les agents les 25 % restants. L'utilisation que la CPS fait des excédents générés au titre de ces transactions n'est soumise à aucune restriction.

**INFORMATION SECTORIELLE : ÉTAT DES RÉSULTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2016 (en UCOM)**

	Fonds ordinaires 2016	Fonds ordinaires 2015 (retraité)	Fonds projet 2016	Fonds projet 2015 (retraité)	Fonds spéciaux 2016	Fonds spéciaux 2015 (retraité)	Total 2016	Total 2015 (retraité)
<b>Recettes</b>								
Contributions des pays membres	21,208,658	20,476,368	24,619,596	19,676,648	-	-	45,828,254	40,153,016
Contributions des non-membres	-	-	34,440,583	42,687,849	-	-	34,440,583	42,687,849
Recettes nettes – service gestion immobilière	-	-	-	-	608,175	485,246	608,175	485,246
Recettes nettes - éconamat	4,152,704	3,166,125	-	-	(39,459)	6,118	(39,459)	6,118
Redevance administrative	3,252,430	1,828,558	-	-	-	-	4,152,704	3,166,125
Autres	-	-	-	-	-	-	3,252,430	1,828,558
<b>Total Recettes</b>	<b>28,613,792</b>	<b>25,471,051</b>	<b>59,060,179</b>	<b>62,364,497</b>	<b>568,716</b>	<b>491,364</b>	<b>88,242,687</b>	<b>88,326,912</b>
<b>Dépenses</b>								
Bureau du Directeur général	3,153,042	3,925,500	2,766,868	5,876,977	-	-	5,919,910	9,802,477
Opérations et gestion	13,207,207	11,501,027	1,954,918	2,983,201	-	-	15,162,125	14,484,228
<b>Total Administration</b>	<b>16,360,249</b>	<b>15,426,527</b>	<b>4,721,786</b>	<b>8,860,178</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>21,082,035</b>	<b>24,286,705</b>
Géosciences	2,355,610	2,340,700	13,960,802	9,998,132	-	-	16,316,412	12,338,832
Développement économique	548,519	626,500	5,241,499	6,549,656	-	-	5,790,018	7,176,156
Évaluation et qualité de l'enseignement	724,477	1,285,800	2,838,989	2,166,993	-	-	3,563,466	3,452,793
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	2,769,617	2,837,600	8,309,508	9,795,517	-	-	11,079,125	12,633,117
Ressources terrestres	1,814,532	1,901,500	10,036,647	11,166,326	-	-	11,851,179	13,067,826
Santé publique	1,470,672	1,618,600	2,214,444	4,757,969	-	-	3,685,116	6,376,569
Développement social	924,374	846,700	3,110,210	3,016,592	-	-	4,034,584	3,863,292
Durabilité environnementale et changement climatique	112,150	-	5,956,696	3,415,839	-	-	6,068,846	3,415,839
Statistique pour le développement	1,080,735	1,111,700	2,669,598	2,637,295	-	-	3,750,333	3,748,995
<b>Total Divisions/Programmes</b>	<b>11,800,686</b>	<b>12,569,100</b>	<b>54,338,393</b>	<b>53,504,319</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>66,139,079</b>	<b>66,073,419</b>
<b>Total des économies réalisées au titre des dépenses</b>	<b>28,160,935</b>	<b>27,995,627</b>	<b>59,060,179</b>	<b>62,364,497</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>87,221,114</b>	<b>90,360,124</b>
<b>Excédent (déficit) d'exploitation net pour l'année</b>	<b>452,857</b>	<b>(2,524,576)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>568,716</b>	<b>491,364</b>	<b>1,021,573</b>	<b>(2,033,212)</b>

Les redevances administratives comptabilisées comme produits sont acquises pendant l'exécution des projets. Les dépenses (fonds projet) de chaque division sont présentées dans cette note de déduction faite des charges internes, d'un montant de 3 161 177 UCOM (2015 : 3 977 467 UCOM). Les recettes statutaires comprennent les redevances administratives reportées lors des précédents exercices.

## Note 7

### Comparatif des montants effectifs et des montants inscrits au budget

1. La diminution des recettes par rapport au budget tient à un taux d'exécution plus faible que prévu des projets relevant de plusieurs divisions.
2. L'augmentation des dépenses de la Direction opérations et gestion par rapport au budget prévu tient principalement aux provisions pour créances douteuses et aux dépenses non admissibles liées aux projets, dont le montant s'élève à 3,8 millions d'UCOM. Les économies dégagées au titre du processus de priorisation engagé à l'échelle de la CPS ont permis de compenser ce surcoût.

## Note 8

### Trésorerie et équivalents de trésorerie (en UCOM)

	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015 (retraité)	Au 31/12/2015
Fonds détenus sur des comptes bancaires	41,653,753	54,408,516	54,408,516
Petite caisse	4,933	16,522	16,522
Dépôts à terme	18,459,246	12,899,106	12,899,106
<b>Total trésorerie et équivalents de trésorerie</b>	<b>60,117,932</b>	<b>67,324,144</b>	<b>67,324,144</b>

#### Trésorerie et équivalents de trésorerie, par devise (en UCOM)

	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015 (retraité)	Au 31/12/2015
Dollar australien	1,095,447	4,730,267	4,730,267
Franc Pacifique (CFP)	14,339,830	20,334,840	20,334,840
Euro	13,576,679	1,659,453	1,659,453
Dollar fidjien	26,823,326	36,711,441	36,711,441
Livre Sterling	328,641	3,755	3,755
Dollar néo-zélandais	339	1,720,790	1,720,790
Tala (Samoa)	9,029	58,846	58,846
Dollar des Îles Salomon	137,780	33,372	33,372
Pa'anga (Tonga)	-	435,781	435,781
Dollar des États-Unis	3,627,666	1,531,456	1,531,456
Vatu (Vanuatu)	179,195	104,143	104,143
<b>Total trésorerie et équivalents de trésorerie, par devise</b>	<b>60,117,932</b>	<b>67,324,144</b>	<b>67,324,144</b>

## Note 9

### Contributions statutaires – versements à recevoir et anticipés (en UCOM)

	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015 (retraité)	Au 31/12/2015
Contributions statutaires à recevoir	4,769,150	1,281,236	1,281,236
Provision pour dépréciation	(576,878)	(400,000)	(400,000)
<b>Total contributions statutaires à recevoir</b>	<b>4,192,272</b>	<b>881,236</b>	<b>881,236</b>
Contributions statutaires – versements anticipés	2,050,000	16,886	16,886
<b>Total contributions statutaires – versements anticipés</b>	<b>2,050,000</b>	<b>16,886</b>	<b>16,886</b>
1 an	3,875,699	686,391	686,391
2-4 ans	564,173	265,235	265,235
Plus de 4 ans	329,278	329,610	329,610
Provision pour dépréciation	(576,878)	(400,000)	(400,000)
<b>Contributions statutaires à recevoir</b>	<b>4,192,272</b>	<b>881,236</b>	<b>881,236</b>

1. La CPS évalue la dépréciation des créances douteuses à la date de clôture des comptes. Tous les bilans de plus de quatre ans sont actuellement présentés dans leur intégralité.

## Note 10

### Autres créances (en UCOM)

	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015 (retraité)	Au 31/12/2015
Économat	56,121	79,964	79,964
Créances envers des tiers (dépôts)	23,057	100,403	100,403
Personnel	77,662	44,725	44,725
Autres débiteurs	(112,528)	966,387	3,851,060
<b>Total autres créances</b>	<b>44,312</b>	<b>1,191,479</b>	<b>4,076,152</b>

## Note 11

### Immobilisations corporelles (en UCOM)

1. La CPS distingue deux catégories d'immobilisations corporelles : les actifs principaux et les biens afférents aux projets. Les actifs principaux comprennent les actifs acquis et enregistrés par le service de gestion immobilière, et les résultats qui s'y rapportent sont classés dans les fonds spéciaux. Les actifs entrant dans cette catégorie sont principalement déterminés par la source de financement ayant servi à leur acquisition. Lorsque des fonds sont fournis en vue de travaux de rénovation, la catégorie préexistante à laquelle appartient l'actif faisant l'objet de ces travaux est prise en considération à titre secondaire.
2. Au 31 décembre 2016, la CPS n'enregistrait aucune dépréciation sur ses immobilisations corporelles.

**IMMOBILISATIONS CORPORELLES (en UCOM)**

Description	Terrains	Bâtiments	Total biens immobiliers	Équipement général	Matériel informatique	Mobilier	Logements	Véhicules	Constructions en cours	Total
<b>Coûts ou estimation</b>										
Au 31 décembre 2015 (retraité)	7,828,412	32,169,615	39,998,027	5,550,637	9,764,906	1,721,998	353,487	1,903,871	1,817,740	61,110,666
Ajustements de change - Suva	-	115,943	115,943	152,489	234,201	27,730	5,459	69,940	-	605,762
Ajustements	-	-	-	(24,840)	-	-	-	(15,600)	-	(40,440)
Acquisitions (a)	-	112,463	112,463	156,695	232,570	6,407	783	72,681	589,042	1,170,641
Cessions	(200,400)	(591,109)	(791,509)	(877,462)	(814,804)	(218,460)	(43,506)	(75,200)	-	(2,820,941)
Transfert	-	1,561,125	1,561,125	-	-	-	-	-	(1,561,125)	-
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>7,628,012</b>	<b>33,368,037</b>	<b>40,996,049</b>	<b>4,957,519</b>	<b>9,416,873</b>	<b>1,537,675</b>	<b>316,223</b>	<b>1,955,692</b>	<b>845,657</b>	<b>60,025,688</b>
<b>Amortissements</b>										
Au 31 décembre 2015 (retraité)	-	(17,718,074)	(17,718,074)	(4,663,827)	(8,731,994)	(1,594,761)	(324,898)	(1,399,892)	-	(34,433,446)
Ajustement de change - Suva	-	(46,208)	(46,208)	(119,645)	(205,135)	(24,661)	(4,897)	(51,781)	-	(452,327)
Ajustements	-	1,694	1,694	1,082	(1,232)	-	-	841	-	2,385
Amortissements (b)	-	(963,785)	(963,785)	(406,639)	(716,463)	(65,471)	(12,491)	(212,239)	-	(2,377,088)
Amortissements sur cessions	-	30,200	30,200	695,348	712,047	164,629	28,760	75,200	-	1,706,184
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>-</b>	<b>(18,696,173)</b>	<b>(18,696,173)</b>	<b>(4,493,681)</b>	<b>(8,942,777)</b>	<b>(1,520,264)</b>	<b>(313,526)</b>	<b>(1,587,871)</b>	<b>-</b>	<b>(35,554,292)</b>
<b>Valeur comptable résiduelle</b>										
<b>au 31 décembre 2016</b>	<b>7,628,012</b>	<b>14,671,864</b>	<b>22,299,876</b>	<b>463,838</b>	<b>474,096</b>	<b>17,411</b>	<b>2,697</b>	<b>367,821</b>	<b>845,657</b>	<b>24,471,396</b>
Soit :										
Fonds ordinaires	7,628,012	13,329,530	20,957,542	64,442	140,618	9,156	2,061	92,085	16,356	21,282,260
Fonds projet	-	1,342,334	1,342,334	399,396	333,478	8,255	636	275,736	829,301	3,189,136
	<b>7,628,012</b>	<b>14,671,864</b>	<b>22,299,876</b>	<b>463,838</b>	<b>474,096</b>	<b>17,411</b>	<b>2,697</b>	<b>367,821</b>	<b>845,657</b>	<b>24,471,396</b>
<b>Valeur comptable résiduelle</b>										
<b>au 31 décembre 2015</b>	<b>7,828,412</b>	<b>14,451,541</b>	<b>22,279,953</b>	<b>886,810</b>	<b>1,032,912</b>	<b>127,237</b>	<b>28,589</b>	<b>503,979</b>	<b>1,817,740</b>	<b>26,677,220</b>

a) Acquisitions	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015 (retraité)	Au 31/12/2015
Fonds ordinaires	266,851	802,938	802,938
Fonds projet	1,714,641	1,196,819	1,196,819
Fonds spéciaux (gestion immobilière)	750,274	209,549	209,549
Transfert - Fonds projet	(1,561,125)	-	-
	<b>1,170,641</b>	<b>2,209,306</b>	<b>2,209,306</b>

b) Amortissement	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015 (retraité)	Au 31/12/2015
Immobilisations corporelles - Fonds ordinaires	1,027,570	868,706	868,706
Immobilisations corporelles - Fonds projet	1,022,612	1,025,310	-
Immobilisations incorporelles - Fonds ordinaires	439	-	-
Immobilisations incorporelles - Fonds projet	6,129	-	-
<b>Fonds ordinaires et fonds projet</b>	<b>2,056,750</b>	<b>1,894,016</b>	<b>868,706</b>

Fonds spéciaux (gestion immobilière) Note 17	326,906	431,834	431,834
<b>Total amortissements et actifs principaux</b>	<b>2,383,656</b>	<b>2,325,850</b>	<b>2,325,850</b>

Soit :

Immobilisations corporelles	2,377,088	2,325,850	2,325,850
Immobilisations incorporelles	6,568	-	-
	<b>2,383,656</b>	<b>2,325,850</b>	<b>2,325,850</b>

## Note 12

### Immobilisations incorporelles (en UCOM)

	Coût	Amortissement	Total
Au 31 décembre 2015 (retraité)	558,939	(550,648)	8,291
Ajustements de change - Suva	24,166	(23,808)	358
Acquisitions	3,621	-	3,621
Dépenses d'amortissement	-	(6,568)	(6,568)
Cessions	(3,485)	3,014	(471)
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>583,241</b>	<b>(578,010)</b>	<b>5,231</b>

Soit :

Fonds ordinaires	-		
Fonds projet	5,231		
	<b>5,231</b>		

Au 31 décembre 2016, la CPS n'enregistrait aucune dépréciation sur ses immobilisations incorporelles.

## Note 13

### Effets à payer et comptes de régularisation (en UCOM)

	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015 (retraité)	Au 31/12/2015
Comptes fournisseurs et comptes de régularisation	2,647,690	2,538,973	2,538,973
Provision pour liquidation de droits - personnel	-	-	1,624,274
Projet et autres créditeurs	3,382,233	564,668	1,216,394
Provision pour dépenses non admissibles liées aux projets	-	-	1,139,405
<b>Total comptes fournisseurs et comptes de régularisation</b>	<b>6,029,923</b>	<b>3,103,641</b>	<b>6,519,046</b>

## Note 14

### Provisions (en UCOM)

1. Les avantages postérieurs à l'emploi comprennent les indemnités de réinstallation et la prise en charge des frais de rapatriement de l'agent, des membres de sa famille et de ses effets personnels dans son pays de domicile. Ces avantages sont prévus dans les Statuts du personnel. La provision pour les congés dans les foyers des expatriés est calculée sur trois ans et s'appuie sur une estimation de la taille moyenne des familles et des prix des billets d'avion.
2. L'indemnité de réinstallation est fixe, tandis que le montant des frais de rapatriement est calculé en fonction des coûts estimés. Aucun taux d'actualisation n'a été appliqué.
3. La CPS a mis en place un régime de prévoyance à cotisations définies appelée Caisse de prévoyance. Les agents et la CPS y cotisent à parts égales, en versant le même pourcentage du salaire de base. Les avoirs de la Caisse de prévoyance sont investis dans des placements à terme à faible risque. Les sommes investies et les produits d'intérêts sont reversés aux agents sous forme d'avantage postérieur à l'emploi. La CPS n'a aucune obligation juridique ou implicite de payer des cotisations supplémentaires si la Caisse n'a pas assez d'actifs pour servir tous les avantages correspondant aux services rendus par le personnel pendant l'exercice considéré ou les exercices antérieurs. Les cotisations de l'Organisation à ce régime de retraite sont portées au compte de résultat de l'exercice concerné. La CPS n'a plus d'obligation de paiement une fois que les cotisations ont été versées. Le régime de prévoyance à cotisations définies est régi par le Règlement de la Caisse de prévoyance de la Communauté du Pacifique.
4. La provision pour dépenses non admissibles liées aux projets s'applique à des projets financés par les bailleurs qui font l'objet d'un contentieux financier.

	Provisions agents	Dépenses non admissibles liées aux projets	Autres - projet	Total
Solde d'ouverture au 31/12/2015	4,148,971	-	-	4,148,971
Reclassement	1,624,274	907,259	232,146	2,763,679
Solde d'ouverture au 31/12/15 (retraité)	5,773,245	907,259	232,146	6,912,650
Acquisitions	4,516,270	3,813,292	36,127	8,365,689
Reprises - utilisées	(3,548,621)	-	-	(3,548,621)
Reprises - non utilisées	(2,182,028)	-	-	(2,182,028)
<b>Solde de clôture au 31/12/16</b>	<b>4,558,866</b>	<b>4,720,551</b>	<b>268,273</b>	<b>9,547,690</b>

	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015 (retraité)	Au 31/12/2015
Courants	5,961,050	2,763,679	-
Non courants	3,586,640	4,148,971	4,148,971
	<b>9,547,690</b>	<b>6,912,650</b>	<b>4,148,971</b>

## Note 15

### Emprunts (en UCOM)

	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015 (retraité)	Au 31/12/2015
Solde d'ouverture au 1er janvier	6,286,326	6,707,582	6,707,582
Remboursement du capital de l'emprunt	(999,811)	(421,256)	(421,256)
<b>Total emprunts</b>	<b>5,286,515</b>	<b>6,286,326</b>	<b>6,286,326</b>
Courants	405,154	431,595	431,595
Non courants	4,881,361	5,854,731	5,854,731
	<b>5,286,515</b>	<b>6,286,326</b>	<b>6,286,326</b>

## Note 16

### Crédit reporté – Immobilisations corporelles (en UCOM)

Description	Bâtiments	Équipement général	Matériel informatique	Mobilier	Logements	Véhicules	Immobilisations incorporelles	Constructions en cours	Autres	TOTAL
<b>Coûts ou estimation</b>										
Au 31 décembre 2015	271,836	1,892,562	2,108,355	230,879	49,331	839,973	201,282	-	-	5,594,218
Correction exercice précédent 2014	-	-	-	-	-	-	-	872,960	-	872,960
Correction exercice précédent 2015	-	-	-	-	-	-	-	735,232	-	735,232
<b>Au 31 décembre 2015 (retraité)</b>	<b>271,836</b>	<b>1,892,562</b>	<b>2,108,355</b>	<b>230,879</b>	<b>49,331</b>	<b>839,973</b>	<b>201,282</b>	<b>1,608,192</b>	<b>-</b>	<b>7,202,410</b>
Ajustement	-	(24,839)	-	-	-	(15,600)	-	-	-	(40,439)
Ajustements de change - Suva	11,753	91,641	65,509	7,736	2,088	34,436	8,703	-	-	221,866
Acquisitions	-	121,387	80,474	2,919	-	-	3,621	365,277	-	573,678
Transfert	1,144,169	-	-	-	-	-	-	(1,144,169)	-	-
Cessions	(3,859)	(221,419)	(429,631)	(66,701)	(6,070)	-	(3,089)	-	-	(730,769)
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>1,423,899</b>	<b>1,859,332</b>	<b>1,824,707</b>	<b>174,833</b>	<b>45,349</b>	<b>858,809</b>	<b>210,517</b>	<b>829,300</b>	<b>-</b>	<b>7,226,746</b>
<b>Amortissements</b>										
Au 31 décembre 2015	(37,127)	(1,151,655)	(1,330,371)	(160,271)	(40,488)	(407,103)	(193,604)	-	-	(3,320,619)
Correction exercice précédent 2014	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Correction exercice précédent 2015	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Au 31 décembre 2015 (retraité)</b>	<b>(37,127)</b>	<b>(1,151,655)</b>	<b>(1,330,371)</b>	<b>(160,271)</b>	<b>(40,488)</b>	<b>(407,103)</b>	<b>(193,604)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(3,320,619)</b>
Ajustement	-	1,499	-	-	-	840	-	-	-	2,339
Ajustement de change - Suva	(1,697)	(231,297)	(81,244)	(27,832)	(5,353)	(38,847)	(9,608)	-	-	(395,878)
Amortissement	(43,558)	(216,106)	(440,254)	(21,468)	(1,421)	(137,963)	(4,883)	-	-	(865,653)
Amortissements sur cessions	818	137,623	360,500	42,963	2,561	-	2,803	-	-	547,268
<b>Au 31 décembre 2016</b>	<b>(81,564)</b>	<b>(1,459,936)</b>	<b>(1,491,369)</b>	<b>(166,608)</b>	<b>(44,701)</b>	<b>(583,073)</b>	<b>(205,292)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(4,032,543)</b>
Autres au 31 décembre 2016	-	-	-	-	-	-	-	-	11,114	11,114
Autres au 31 décembre 2015	-	-	-	-	-	-	-	-	(25,237)	(25,237)
<b>Valeur comptable résiduelle au 31 décembre 2016</b>	<b>1,342,335</b>	<b>399,396</b>	<b>333,338</b>	<b>8,225</b>	<b>648</b>	<b>275,736</b>	<b>5,225</b>	<b>829,300</b>	<b>11,114</b>	<b>3,205,317</b>
<b>Valeur comptable résiduelle au 31 décembre 2015 (retraité)</b>	<b>234,709</b>	<b>740,907</b>	<b>777,984</b>	<b>70,608</b>	<b>8,843</b>	<b>432,870</b>	<b>7,678</b>	<b>1,608,192</b>	<b>(25,237)</b>	<b>3,856,554</b>
<b>Valeur comptable résiduelle au 31 décembre 2015</b>	<b>234,709</b>	<b>740,907</b>	<b>777,984</b>	<b>70,608</b>	<b>8,843</b>	<b>432,870</b>	<b>7,678</b>	<b>-</b>	<b>(25,237)</b>	<b>2,248,362</b>

## Note 17

### Fonds projet (en UCOM)

Description	Solde au 31/12/2015 (retraité)	Reclassement	Reçu des bailleurs	Total disponible	Dépenses	Fluctuation (change)	Solde au 31/12/2016	Sommes détenues pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
Administration	6,406,794	(2,229,412)	1,960,752	6,138,134	(2,924,376)	56,596	3,270,354	3,436,146	(165,792)
Géosciences	16,967,088	296,436	6,138,080	23,401,604	(15,443,677)	534,074	8,492,001	9,936,019	(1,444,018)
Développement économique	9,193,680	-	5,474,020	14,667,700	(5,900,791)	382,317	9,149,226	9,790,175	(640,949)
Évaluation et qualité de l'enseignement	1,406,230	-	1,940,380	3,346,610	(2,945,086)	39,442	440,966	440,966	-
Pêche, aquaculture et écosystèmes marins	5,510,856	-	11,489,591	17,000,447	(8,812,623)	(2,226)	8,185,598	8,693,686	(508,088)
Ressources terrestres	11,814,875	-	10,903,842	22,718,717	(11,060,726)	500,326	12,158,317	12,171,434	(13,117)
Santé publique	1,857,300	50,259	3,462,771	5,370,330	(2,271,461)	3,812	3,102,681	3,232,369	(129,688)
Développement social	1,016,308	29,511	2,258,383	3,304,202	(3,217,735)	(862)	85,605	572,355	(486,750)
Durabilité environnementale et changement climatique	-	1,853,206	5,791,673	7,644,879	(8,481,318)	24,861	(811,578)	1,009,389	(1,820,967)
Statistique pour le développement	2,706,988	-	1,899,413	4,606,401	(2,701,903)	-	1,904,498	1,915,100	(10,602)
	<b>56,880,119</b>	<b>-</b>	<b>51,318,905</b>	<b>108,199,024</b>	<b>(63,759,696)</b>	<b>1,538,340</b>	<b>45,977,668</b>	<b>51,197,639</b>	<b>(5,219,971)</b>
Sommes détenues pour le compte des bailleurs	59,832,451							51,197,639	
Provisions pour annulation de projet	5,000							5,000	
Sous-réceptaires - montant net à acquitter	(2,884,673)							(4,511,661)	
<b>Montant total des fonds détenus pour le compte des bailleurs</b>	<b>56,952,778</b>							<b>46,690,978</b>	
Sommes dues par les bailleurs	(2,952,332)								(5,219,971)
Factures non acquittées des bailleurs	651,726								129,054
<b>Total Sommes dues par les bailleurs</b>	<b>(2,300,606)</b>								<b>(5,090,917)</b>
<b>Montant net des fonds détenus pour le compte des bailleurs</b>	<b>54,652,172</b>								<b>41,600,061</b>

On trouvera à l'Annexe A la liste détaillée des projets.

## Note 18

### Fonds spéciaux (en UCOM)

	Logements	Économat	Total
Solde au 1er janvier 2015 (retraité)	7,430,316	134,151	7,564,467
Recettes	2,322,887	783,857	3,106,744
Charges	(1,837,641)	(777,739)	(2,615,380)
<b>Solde au 31/12/2015</b>	<b>7,915,562</b>	<b>140,269</b>	<b>8,055,831</b>
Correction erreur exercice précédent - travaux d'équipement en cours	209,549	-	209,549
<b>Solde au 31/12/15 (relibellé)</b>	<b>8,125,111</b>	<b>140,269</b>	<b>8,265,380</b>

Recettes	2,151,963	694,766	2,846,729
Charges	(1,543,788)	(734,225)	(2,278,013)
Excédent/(déficit) d'exploitation	608,175	(39,459)	568,716
<b>Solde au 31/16/2015</b>	<b>8,733,286</b>	<b>100,810</b>	<b>8,834,096</b>

L'excédent/(déficit) d'exploitation est ventilé comme suit :

	Logements	Économat	Total
Revenus locatifs	2,118,362	-	2,118,362
Ventes de l'économat	-	694,766	694,766
Autres recettes	33,601	-	33,601
Dépenses de personnel	(274,541)	(125,699)	(400,240)
Dépenses de fonctionnement et autres dépenses	(806,972)	(608,526)	(1,415,498)
Amortissements	(326,906)	-	(326,906)
Charges financières	(135,369)	-	(135,369)
	<b>608,175</b>	<b>(39,459)</b>	<b>568,716</b>

## Note 19

### Contributions volontaires des pays membres (en UCOM)

	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015 (retraité)	Au 31/12/2015
Australie	8,967,576	8,461,141	8,461,141
France	363,962	363,962	363,962
Nouvelle-Calédonie	-	220,000	220,000
<b>Total</b>	<b>9,331,538</b>	<b>9,045,103</b>	<b>9,045,103</b>

## Note 20

### Contributions statutaires et subventions spéciales des pays hôtes (en UCOM)

	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015 (retraité)	Au 31/12/2015
Australie	3,200,000	3,200,000	3,200,000
Îles Cook	52,000	52,000	52,000
États fédérés de Micronésie	318,855	63,000	63,000
États-Unis d'Amérique	1,417,665	1,417,665	1,417,665
Fidji	193,600	193,600	193,600
France	2,500,000	2,500,000	2,500,000
Guam	69,000	69,000	69,000
Kiribati	69,300	69,300	69,300
Îles Mariannes du Nord	63,000	63,000	63,000
Îles Marshall	52,000	52,000	52,000
Nauru	55,100	55,100	55,100
Niue	42,000	42,000	42,000
Nouvelle-Calédonie	610,000	420,000	420,000
Nouvelle-Zélande	2,050,000	2,050,000	2,050,000
Palau	52,000	52,000	52,000
Papouasie-Nouvelle-Guinée	360,000	360,000	360,000
Pitcairn	42,000	42,000	42,000
Polynésie française	130,000	130,000	130,000
Îles Salomon	136,600	136,600	136,600
Samoa	86,600	86,600	86,600
Samoa américaines	63,000	63,000	63,000
Tokelau	55,100	55,100	55,100
Tonga	75,600	75,600	75,600
Tuvalu	55,100	55,100	55,100
Vanuatu	86,600	86,600	86,600
Wallis et Futuna	42,000	42,000	42,000
<b>Total</b>	<b>11,877,120</b>	<b>11,431,265</b>	<b>11,431,265</b>

## Note 21

### Produits d'intérêt (en UCOM)

	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015 (retraité)	Au 31/12/2015
Intérêts sur dépôts à terme	303,668	357,311	357,311
Intérêts sur prêts automobile	11,861	4,055	4,055
<b>Total</b>	<b>315,529</b>	<b>361,366</b>	<b>361,366</b>

## Note 22

### Autres recettes

	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015 (retraité)	Au 31/12/2015
Gains de change nets	701,369	-	-
Change - fin de l'exercice - Suva	1,414,227	-	-
Prélèvement sur salaire	-	1,172,285	1,172,285
Recettes perçues au titre des droits d'inscription	-	-	383,302
Autres	821,305	294,907	(88,394)
<b>Total</b>	<b>2,936,901</b>	<b>1,467,192</b>	<b>1,467,192</b>

## Note 23

### Dépenses de personnel (en UCOM)

	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015 (retraité)	Au 31/12/2015
Salaires	25,245,574	26,877,826	26,877,826
Personnel temporaire/intérimaire	474,328	521,001	-
Congés	1,008,953	5,753,752	5,753,752
Primes et versements spéciaux	177,587	101,853	101,853
Indemnités	3,558,970	1,131,104	1,131,104
Logements	3,651,242	3,791,022	3,791,022
Heures supplémentaires	155,591	161,398	161,398
Assurance maladie	2,055,040	1,887,448	1,887,448
Caisse de prévoyance	2,127,634	2,237,578	2,237,578
Autres	99,079	302,498	302,498
<b>Total</b>	<b>38,553,998</b>	<b>42,765,480</b>	<b>42,244,479</b>

## Note 24

### Dépenses de fonctionnement et autres dépenses (en UCOM)

	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015 (retraité)	Au 31/12/2015
Perte de change nette	-	343,787	343,787
Change - fin de l'exercice - Suva	-	1,614,869	1,614,869
Location externe	785,901	288,930	288,930
Consultants	-	-	8,176,463
Consommables	4,189,620	2,863,781	2,863,781
Charges	626,835	653,058	653,058
Fret et livraisons	309,411	209,145	209,145
Personnel temporaire/intérimaire	-	-	521,001
Provisions - dépenses (fonds projet)	3,581,147	1,433,322	1,139,405
Provisions - contributions statutaires	176,878	-	-
Provisions - autres	25,547	-	-
Travaux de préparation et de maintenance	1,087,422	721,571	721,571
Site Web	-	-	81,000
Dépenses de fonctionnement – antennes régionales	-	-	436,775
Contentieux financier - fonds projet	-	-	305,325
Défrichage et plantation	-	-	41,304
Loyer de l'économat	-	-	25,000
Publications et matériel de production	718,020	1,025,410	-
Frais d'audit	191,179	137,805	-
Sécurité	131,242	145,331	-
Travaux d'investissement en cours	-	944,781	-
Autres	361,009	497,512	185,161
<b>Total</b>	<b>12,184,211</b>	<b>10,879,302</b>	<b>17,606,575</b>

## Note 25

### Ajustements par rapport à l'exercice précédent (en UCOM)

	Réserve générale	Fonds spéciaux	Crédit reporté
<b>Total excédent/(déficit) d'exploitation au 31/12/2014</b>	<b>1,732,152</b>		
Y compris l'erreur dans l'excédent/(déficit) ci-dessus			
Travaux d'investissement (fonds projet) - bâtiments du siège	872,960	-	-
Le traitement aurait dû se présenter comme suit :			
Travaux d'investissement (fonds projet) - bâtiments du siège	-	-	872,960
	-	-	<b>872,960</b>
<b>Total excédent/(déficit) d'exploitation au 31/12/2015</b>	<b>(1,088,431)</b>		
Included in error in above surplus / (deficit):-			
Travaux d'investissement (fonds projet) - bâtiments du siège	735,232	-	-
Travaux d'investissement (fonds ordinaires) - résidences du Mont-Coffyn	209,549	-	-
	<b>944,781</b>	-	-
<b>Le traitement aurait dû se présenter comme suit :</b>			
Travaux d'investissement (fonds projet) - bâtiments du siège	-	-	735,232
Travaux d'investissement (fonds ordinaires) - résidences du Mont-Coffyn	-	209,549	-
	-	<b>209,549</b>	<b>735,232</b>
<b>Summary of corrections:-</b>			
<b>Augmentation/(diminution) du solde original au 31/12/15</b>	<b>(1,817,741)</b>	<b>209,549</b>	<b>1,608,192</b>
<b>Également résumé comme suit :</b>			
Solde au 31 décembre 2015	13,802,753	8,055,831	2,248,362
Correction erreur exercices précédents - travaux d'investissement	(1,817,741)	209,549	1,608,192
<b>Solde au 31 décembre 2015 (retraité)</b>	<b>11,985,012</b>	<b>8,265,380</b>	<b>3,856,554</b>

## Note 26

### Engagements et actifs/passifs éventuels (en UCOM)

1. La CPS n'a pas d'actif éventuel au 31 décembre 2016.
2. En 2016, la CPS a procédé à une nouvelle analyse des actifs/passifs éventuels dont il avait été fait état en 2015 ; la direction a estimé le risque et prévu en conséquence des provisions, comme indiqué à la Note 14. À la date de clôture des comptes, 9 projets supplémentaires ont été retenus en vue d'une analyse qui pourrait mettre en évidence, après vérification des comptes, d'autres dépenses inéligibles.

À ce stade, la CPS n'enregistre aucun passif éventuel au 31 décembre 2016.

	Au 31/12/2016	Au 31/12/2015 (retraité)	Au 31/12/2015
Conclusions préliminaires des vérificateurs aux comptes	-	7,157,187	7,157,187
Déficits liés aux projets	-	50,000	50,000
	-	<b>7,207,187</b>	<b>7,207,187</b>

## Annexe A

### Détail des mouvements de fonds projet - par division

Divisions	Solde au 31/12/2015	Reclassement	Montant reçu des bailleurs de fonds	Total disponible	Dépenses	Fluctuation (change)	Solde au 31/12/2016	Sommes détenues pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
<b>ADMINISTRATION</b>	<b>6,406,794</b>	<b>(2,229,412)</b>	<b>1,960,752</b>	<b>6,138,134</b>	<b>(2,924,376)</b>	<b>56,596</b>	<b>3,270,354</b>	<b>3,436,146</b>	<b>(165,792)</b>
Bureau du Directeur général	1,737,894	-	308,182	2,046,076	(888,744)	34,013	1,191,345	1,210,553	(19,209)
Directeur général adjoint (Direction opérations et gestion) - Nouméa	-	-	-	-	(3,746)	(79)	(3,825)	-	(3,825)
Directeur général adjoint (Suva)	30,317	-	-	30,317	(20,369)	879	10,827	10,827	-
Bureaux décentralisés	187,360	-	1,419,031	1,606,391	(1,400,272)	-	206,119	206,121	-
Services de soutien	2,272,070	-	(501)	2,271,569	(452,591)	22,353	1,841,331	1,984,088	(142,758)
Géosciences	296,436	(296,436)	-	-	-	-	-	-	-
Durabilité environnementale et changement climatique	1,853,206	(1,853,206)	-	-	-	-	-	-	-
Autres	29,511	(79,770)	234,040	183,781	(158,654)	(570)	24,557	24,557	-
<b>DIVISION GÉOSCIENCES</b>	<b>16,967,088</b>	<b>296,436</b>	<b>6,138,080</b>	<b>23,401,604</b>	<b>(15,443,677)</b>	<b>534,074</b>	<b>8,492,001</b>	<b>9,936,019</b>	<b>(1,444,018)</b>
Bureau du Directeur de la Division	50,546	296,436	180,322	527,304	(343,900)	11,526	194,930	194,930	-
Département îles et océan	2,487,510	-	3,025,579	5,513,089	(3,552,782)	81,814	2,042,121	2,789,233	(747,112)
Département réduction des risques de catastrophe	9,952,726	-	1,113,862	11,066,588	(6,999,614)	305,207	4,372,181	4,498,053	(125,872)
Département eau et assainissement	4,476,306	-	1,818,317	6,294,623	(4,547,381)	135,527	1,882,769	2,453,803	(571,034)
<b>DIVISION DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE</b>	<b>9,193,680</b>	<b>-</b>	<b>5,474,020</b>	<b>14,667,700</b>	<b>(5,900,791)</b>	<b>382,317</b>	<b>9,149,226</b>	<b>9,790,175</b>	<b>(640,949)</b>
Bureau du Directeur de la Division	639,663	-	-	639,663	(121,911)	25,065	542,817	542,814	-
Département énergie	4,077,718	-	2,872,291	6,950,009	(2,885,809)	175,202	4,239,402	4,242,011	(2,606)
Département transports	4,476,299	-	2,601,729	7,078,028	(2,893,071)	182,050	4,367,007	5,005,350	(638,343)
<b>PROGRAMME POUR L'ÉVALUATION ET LA QUALITÉ DE L'ENSEIGNEMENT</b>	<b>1,406,230</b>	<b>-</b>	<b>1,940,380</b>	<b>3,346,610</b>	<b>(2,945,086)</b>	<b>39,442</b>	<b>440,966</b>	<b>440,966</b>	<b>-</b>
Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	1,406,230	-	1,940,380	3,346,610	(2,945,086)	39,442	440,966	440,966	-
<b>DIVISION PÊCHE, AQUACULTURE ET ÉCOSYSTÈMES MARINS</b>	<b>5,510,856</b>	<b>-</b>	<b>11,489,591</b>	<b>17,000,447</b>	<b>(8,812,623)</b>	<b>(2,226)</b>	<b>8,185,598</b>	<b>8,693,686</b>	<b>(508,088)</b>
Bureau du Directeur de la Division	(409,440)	-	703,636	294,196	(187,521)	-	106,675	430,489	(323,814)
Programme pêche côtière	1,926,333	-	4,387,525	6,313,858	(2,426,101)	(2,226)	3,885,531	3,924,461	(38,930)
Programme pêche hauturière	3,993,963	-	6,398,430	10,392,393	(6,199,001)	-	4,193,392	4,338,736	(145,344)

Divisions	Solde au 31/12/2015	Reclas- sement	Montant reçu des bailleurs de fonds	Total disponible	Dépenses	Fluctuation (change)	Solde au 31/12/2016	Sommes détenues pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
<b>DIVISION RESSOURCES TERRESTRES</b>	<b>1 181,875</b>	<b>-</b>	<b>10 903,842</b>	<b>22,718,717</b>	<b>(11,060,726)</b>	<b>500,326</b>	<b>12,158,317</b>	<b>12,171,434</b>	<b>(13,117)</b>
Sécurité alimentaire et nutritionnelle	1,331,138	-	1,025,028	2,356,166	(1,049,017)	57,028	1,364,177	1,370,890	(6,713)
Gestion durable des ressources terrestres	4,127,572	-	4,450,749	8,578,321	(4,033,099)	187,340	4,732,562	4,732,562	-
Engagement stratégique et élaboration de politiques	3,632,485	-	3,854,920	7,487,405	(3,349,640)	160,598	4,298,363	4,298,936	(573)
Commerce et industries agroalimentaires	2,723,680	-	1,573,145	4,296,825	(2,628,970)	95,360	1,763,215	1,769,046	(5,831)
<b>DIVISION SANTÉ PUBLIQUE</b>	<b>1 857,300</b>	<b>50,259</b>	<b>3 462,771</b>	<b>5 370,330</b>	<b>(2,271,461)</b>	<b>3 812</b>	<b>3 102,681</b>	<b>3 232,369</b>	<b>(129,688)</b>
Bureau du Directeur de la Division	349,121	-	1,740,494	2,089,615	(463,286)	(4,997)	1,621,332	1,648,364	(27,032)
Unité administration des subventions	79,428	-	-	79,428	(30)	69	79,467	84,350	(4,883)
Programme politiques, planification et réglementation	506,339	-	816,635	1,322,974	(452,287)	11,540	882,227	917,388	(35,161)
Programme recherche, preuves et informations scientifiques	673,562	-	1,204,751	1,878,313	(1,355,858)	(2,800)	519,655	582,267	(62,612)
Fonds mondial	299,109	-	(299,109)	-	-	-	-	-	-
Autres	(50,259)	50,259	-	-	-	-	-	-	-
<b>DIVISION DÉVELOPPEMENT SOCIAL</b>	<b>1 016,308</b>	<b>29 511</b>	<b>2 258 383</b>	<b>3 304 202</b>	<b>(3 217 735)</b>	<b>(862)</b>	<b>85 605</b>	<b>572 355</b>	<b>(486 750)</b>
Développement humain	875,428	29,511	193,363	1,098,302	(935,412)	(592)	162,298	249,389	(87,091)
Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	140,880	-	2,065,020	2,205,900	(2,282,323)	(270)	(76,693)	322,966	(399,659)
<b>DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET CHANGEMENT CLIMATIQUE</b>	<b>-</b>	<b>1 853 206</b>	<b>5 791 673</b>	<b>7 644 879</b>	<b>(8 481 318)</b>	<b>24 861</b>	<b>(811 578)</b>	<b>1 009 389</b>	<b>(1 820 967)</b>
Durabilité environnementale et changement climatique	-	1,853,206	5,791,673	7,644,879	(8,481,318)	24,861	(811,578)	1,009,389	(1,820,967)
<b>DIVISION STATISTIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT</b>	<b>2 706 988</b>	<b>-</b>	<b>1 899 413</b>	<b>4 606 401</b>	<b>(2 701 903)</b>	<b>-</b>	<b>1 904 498</b>	<b>1 915 100</b>	<b>(10 602)</b>
Statistique pour le développement	2,706,988	-	1,899,413	4,606,401	(2,701,903)	-	1,904,498	1,915,100	(10,602)
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>56 880 119</b>	<b>-</b>	<b>51 318 905</b>	<b>108 199 024</b>	<b>(63 759 696)</b>	<b>1 538 340</b>	<b>45 977 668</b>	<b>51 197 639</b>	<b>(5 219 971)</b>

## Annexe B

### Détail des mouvements de fonds projet - par bailleur

Code	Section	Titre du projet	Solde au 31/12/2015	Montant reçu des bailleurs de fonds	Total disponible	Dépenses	Fluctuation (change)	Solde au 31/12/2016	Sommes détenues pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
<b>AAMP</b>										
FOF536X	Programme pêche hauturière	Agence des Aires marines protégées - Caractérisation des écosystèmes pélagiques - Nouvelle-Calédonie	(17,917)	13,604	(4,313)	(4,876)	-	(9,189)	-	(9,189)
<b>ABS</b>										
SDDA29X	Statistique pour le développement	Bureau australien de la statistique - Projet PGSP	1,172	(1,172)	-	-	-	-	-	-
<b>ACIAR</b>										
FCCA15X	Programme pêche côtière	Aquaculture communautaire	271,581	376,299	647,880	(304,056)	(691)	343,133	343,133	-
LFCE01X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	PARDI - Projet de recherche et développement agroalimentaires dans le Pacifique	(367)	(92,994)	(93,361)	93,369	(8)	-	-	-
LFCE02X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Relance de la filière cacao dans le Pacifique	53,505	-	53,505	(35,717)	1,553	19,341	19,341	-
LFCE03X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Renforcement des capacités, culture du cacaoyer dans le Pacifique	13,883	-	13,883	(7,479)	440	6,844	6,844	-
LFCE04X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Développement du commerce de fruits - Tonga	46,327	-	46,327	-	2,003	48,330	48,330	-
LFCE06X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Comprendre les réponses biologiques du taro et du manioc	135,023	-	135,023	6,896	5,985	147,904	147,904	-
LFCE07X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Gestion de la santé des sols	169,744	-	169,744	(132,569)	4,522	41,697	41,697	-
LFCE09X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Améliorer la résilience des moyens d'existence face à des menaces ou en situation de crise	(7,458)	-	(7,458)	7,618	(160)	-	-	-
LFCE11X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Projet sur la santé des sols - Accroître la productivité agricole	81,897	86,843	168,740	(140,813)	2,394	30,321	30,321	-
LFGR05X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	ACIAR - Projet fruits - Tonga	17,431	-	17,431	(14,990)	435	2,876	2,876	-
LFGR09X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	AusAID - Changement climatique	7,328	(7,433)	(105)	(53)	158	-	-	-
LFGR19X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Accroissement de la production de fruits et manipulation après récolte	-	44,438	44,438	(10,563)	719	34,594	34,594	-
LRFT06X	Gestion durable des ressources terrestres	Meilleure exploitation des ressources arboricoles	39,569	39	39,608	(40,460)	852	-	-	-
LRFT07X	Gestion durable des ressources terrestres	ACIAR - Valorisation et commercialisation des produits du cocotier	90,266	34,506	124,772	(54,439)	3,479	73,812	73,812	-
LRFT13X	Gestion durable des ressources terrestres	ACIAR - Réhabilitation de la filière produits du cacao - Vanuatu, 2015	148,031	106,032	254,063	(36,255)	7,884	225,692	225,692	-
LRFT15X	Gestion durable des ressources terrestres	AGB/2015/014 - PARDI II	-	131,008	131,008	(115,716)	325	15,617	15,617	-
LRFT16X	Gestion durable des ressources terrestres	FST/2014/067 - Projet d'agroforesterie	-	39,590	39,590	(27,295)	261	12,556	12,556	-
LSOD18X	Engagement stratégique et élaboration de politiques	Promotion de l'agriculture et de la foresterie durables	25,265	-	25,265	(840)	1,075	25,500	25,500	-
LSOZ05X	Engagement stratégique et élaboration de politiques	Information, communication et vulgarisation - Divers	1,780	5,325	7,105	(7,143)	38	-	-	-

Code	Section	Titre du projet	Solde au 31/12/2015	Montant reçu des bailleurs de fonds	Total disponible	Dépenses	Fluctuation (change)	Solde au 31/12/2016	Sommes détenues pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
L5OZ23X	Engagement stratégique et élaboration de politiques	Projet plantes racines et tubercules - Stratégies	22,227	64,805	87,032	(46,386)	1,353	41,999	41,999	-
L5OZ33X	Engagement stratégique et élaboration de politiques	ACIAR	-	-	-	(82)	(2)	(84)	-	(84)
L7BT01X	Commerce et industries agroalimentaires	Exportation de produits horticoles exempts de maladies et organismes nuisibles	128,309	-	128,309	(133,404)	2,712	(2,383)	-	(2,383)
L7FA02X	Commerce et industries agroalimentaires	ACIAR - Stratégie de recherche et développement sur les produits du cocotier	15,429	(15,761)	(332)	-	332	-	-	-
L7PH01X	Commerce et industries agroalimentaires	Lutte intégrée contre les ennemis de Brassica	2,001	(614)	1,387	(1,369)	45	63	63	-
L7PH11X	Commerce et industries agroalimentaires	Gestion intégrée des cultures	101,209	284,814	386,023	(189,014)	6,413	203,422	203,422	-
FCCA03X	Programme pêche côtière	ACIAR - Pêches et filières produits du cacao Océanie à Vanuatu	73,652	146,764	220,416	(75,513)	-	144,903	144,903	-
FCCA07X	Programme pêche côtière	ACIAR - Mini-projets	32,872	194,733	227,605	(22,964)	-	204,641	204,641	-
FCCA14X	Programme pêche côtière	ACIAR - Projet FIS 2010/057	8,330	-	8,330	(2,845)	-	5,485	5,485	-
FCFP84X	Programme pêche côtière	ACIAR - Atelier consacré à la gestion écosystémique et communautaire de l'hallieutique, mars 2015	1,592	-	1,592	(1,592)	-	-	-	-
FDAA06P	Bureau du Directeur de la Division	ACIAR-CPS Financement stratégique des capacités essentielles	-	341,045	341,045	(47)	-	340,998	340,998	-
FDAA46X	Bureau du Directeur de la Division	WorldFish Center - Pêche et nutrition : analyse intégrée des systèmes alimentaires	51,307	-	51,307	(29,389)	-	21,918	21,918	-
<b>Agence française de développement (AFD)</b>										
DPPA03X	Durabilité environnementale et changement climatique	Projet RESCCUE	314,241	1,455,398	1,769,639	(1,607,312)	-	162,327	162,327	-
DPPA26X	Durabilité environnementale et changement climatique	AFD - Durabilité environnementale et changement climatique	213,312	1,193,317	1,406,629	(1,406,114)	-	515	515	-
FDAA03X	Bureau du Directeur de la Division	FFEM - Développement de la capture et de l'élevage de post-larves	(23,417)	23,418	1	(1)	-	-	-	-
PRAA25X	Programme recherche, preuves et informations scientifiques	France - Lutte contre la tuberculose - Unité lutte contre les maladies	4,943	-	4,943	-	-	4,943	4,943	-
<b>Agence des pêches du Forum</b>										
FCMG02X	Programme pêche côtière	FFA - Programme régional Pacific Oceanscape (PROP) - travaux sur les ressources en holothuries pour le compte de la FFA et de la Banque mondiale	9,749	80,540	90,289	(70,293)	505	20,501	70,387	(49,886)
FOF533X	Programme pêche hauturière	FFA - Services d'observation régionale - Recouvrement des coûts	-	56,234	56,234	(17)	-	56,217	56,217	-
GOIP04X	Département îles et océan	FFA/CPS - Convention sur le niveau de services - Projet de collecte de données sur les limites maritimes	9,749	24,306	34,055	(20,390)	505	14,170	14,170	-
<b>Ambassade des Pays-Bas</b>										
HPRZ14X	Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	Examen périodique universel - Deuxième cycle	44,067	-	44,067	(70,539)	406	(26,066)	-	(26,066)

Code	Section	Titre du projet	Solde au 31/12/2015	Montant reçu des bailleurs de fonds	Total disponible	Dépenses	Fluctuation (change)	Solde au 31/12/2016	Sommes détenues pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
<b>Ambassade des États-Unis</b>										
EERZ07X	Département énergie	Ambassade É.-U. - Atelier régional sur les énergies renouvelables	64,146	19,106	83,252	(18,897)	1,620	65,975	65,975	-
DDDA13X	Bureau du Directeur général	Partenariat océanien contre les MNT - PEID	36,480	19,106	55,586	(17,084)	1,620	40,122	40,122	-
			27,666	-	27,666	(1,813)	-	25,853	25,853	-
<b>AMFISALS</b>										
FOFS39X	Programme pêche hauturière	AMFISALS - Modèles avancés pour l'évaluation des stocks halieutiques - Marie Curie	(68,086)	68,086	-	-	-	-	-	-
			(68,086)	68,086	-	-	-	-	-	-
<b>Banque mondiale</b>										
DPPA12X	Durabilité environnementale et changement climatique	Programme pilote sur le changement climatique	326,097	915,804	1,241,901	(1,243,033)	5,176	4,044	137,255	(133,211)
EEBZ03X	Département énergie	Renforcement du projet d'Observatoire océanien de l'énergie Data Repository (PRDR)	1,697	(1,734)	(37)	-	37	-	-	-
GRRR06X	Département réduction des risques de catastrophe	Banque mondiale - Réduction des risques	165,961	-	165,961	(164,310)	3,683	5,334	5,334	-
GRRR07X	Département réduction des risques de catastrophe	Banque mondiale - Gestion intégrée des risques de crue dans le bassin fluvial de la Nadi	1,163	-	1,163	(1,188)	25	-	-	-
GRRR08I09	Département réduction des risques de catastrophe	Projet d'évaluation et de financement des risques de catastrophe dans le Pacifique (PCRAFI)	77	37	114	(116)	2	-	-	-
GRRR09X	Département réduction des risques de catastrophe	Fonds projet Banque mondiale - Département RCC	88,122	406,364	494,486	(466,464)	2,533	30,555	30,555	-
GRRR11X	Département réduction des risques de catastrophe	Banque mondiale - PREP (Programme pour la résilience du Pacifique) - IDA D0740 3,68 millions de dollars É.-U.	1,786	-	1,786	(1,824)	38	-	-	-
GRRR12X	Département réduction des risques de catastrophe	Banque mondiale - PREP - PPRC TF A1131 5,79 millions de dollars É.-U.	(22,226)	378,237	356,011	(478,785)	(3,098)	(125,872)	-	(125,872)
PDA111X	Bureau du Directeur de la Division	Projet régional sécurité routière (PRRSP)	-	132,900	132,900	(33,643)	2,109	101,366	101,366	-
FOFS45X	Programme pêche hauturière	Banque mondiale DGF107515 - Partenariat mondial pour les océans	89,517	-	89,517	(89,517)	(153)	(7,339)	-	(7,339)
<b>Banque asiatique de développement (BAsD)</b>										
SDDA31X	Statistique pour le développement	BAsD / RETA 6414	57,108	126,633	183,741	(129,778)	(429)	53,534	53,534	-
GRTC11X	Département réduction des risques de catastrophe	BAsD TA-8238 - Évaluation des risques et formation	77,043	-	77,043	(23,509)	-	53,534	53,534	-
			(19,935)	126,633	106,698	(106,269)	(429)	-	-	-
<b>Centres de lutte contre la maladie des États-Unis d'Amérique (CDC)</b>										
PRAA08X	Programme recherche, preuves et informations scientifiques	CDC 2 - Surveillance de la grippe - Unité lutte contre les maladies (Équipe surveillance et recherche opérationnelle)	(126,178)	53,166	(73,012)	104,858	740	32,586	32,586	-
PRAA09X	Programme recherche, preuves et informations scientifiques	Frais d'expédition laboratoires - Unité lutte contre les maladies (Équipe surveillance et recherche opérationnelle)	6,358	-	6,358	(3,850)	(5)	2,503	2,503	-
<b>Comic Relief</b>										
ODSA03X	Bureaux décentralisés	Comic Relief - Youth@Work - Honiara	-	493,381	493,381	(476,570)	-	16,811	16,811	-
			-	493,381	493,381	(476,570)	-	16,811	16,811	-

Code	Section	Titre du projet	Montant reçu des bailleurs de fonds	Solde au 31/12/2015	Total disponible	Dépenses	Fluctuation (change)	Solde au 31/12/2016	Sommes détenues pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
<b>Conservation International</b>										
HHCM12X	Développement humain	Surveillance des tortues et développement du tourisme éco-culturel	13,818	9,869	23,687	(18,360)	329	5,656	5,656	-
			13,818	9,869	23,687	(18,360)	329	5,656	5,656	-
<b>CPSC</b>										
ETMT14X	Département transports	Commission des transports maritimes du Pacifique central (CPSC) - Réunion et assistance technique	35,531	-	35,531	(33,458)	44	2,117	2,117	-
			35,531	-	35,531	(33,458)	44	2,117	2,117	-
<b>CTA</b>										
LFCP05X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	CTA - Renforcement de la diffusion (chaînes de valeur)	-	10,204	10,204	(16,997)	80	(6,713)	-	(6,713)
LZOZ35X	Engagement stratégique et élaboration de politiques	ACP-UE - Centre technique de coopération agricole et rurale (CTA)	91,136	-	91,136	(60,246)	657	31,547	31,547	-
LTF0A0X	Commerce et industries agroalimentaires	Renforcement des capacités des jeunes en matière d'agriculture biologique	-	-	-	(3,376)	(72)	(3,448)	-	(3,448)
LTF0A0X	Commerce et industries agroalimentaires	Projet - Les jeunes aux commandes de l'apprentissage dans les chaînes de valeur climato-résilientes du Pacifique	-	32,388	32,388	(31,726)	726	1,388	1,388	-
<b>Digital Globe</b>										
GDRS07X	Bureau du Directeur de la Division	Digital Globe - Achat images satellite	35,342	(9,580)	25,762	(19,957)	(88)	5,717	5,717	-
			35,342	(9,580)	25,762	(19,957)	(88)	5,717	5,717	-
<b>Divers</b>										
Unité administration des subventions			(1,110,528)	2,024,033	913,505	(346,018)	32,024	599,511	728,414	(128,903)
Fonds mondial			(299,065)	299,065	-	-	-	-	-	-
DDDA19X	Bureau du Directeur général	Initiative multisectorielle en faveur de l'éducation (X-CFEC)	-	133,358	133,358	(136,228)	2,870	-	-	-
DOOA05X	Directeur général adjoint (Direction opérations et gestion) - Nouméa	Évaluation des services généraux et des services de soutien	-	-	-	(3,746)	(79)	(3,825)	-	(3,825)
DSSA08X	Directeur général adjoint (Suva)	Fonds divers - DGA	17,143	-	17,143	(14,651)	430	2,922	2,922	-
DSSA09X	Directeur général adjoint (Suva)	Centre d'étude des cultures et des arbres du Pacifique (CePaCT)	-	-	-	218	4	222	222	-
DSSA21X	Directeur général adjoint (Suva)	EFTP - Création et entretien site Web	3,157	-	3,157	-	137	3,294	3,294	-
FCCA13X	Programme pêche côtière	Divers Aquaculture - Nabua	(20)	(20)	(20)	21	(1)	-	-	-
GDDA07X	Bureau du Directeur de la Division	Direction Division géosciences - Divers XB	-	120,976	120,976	(123,580)	2,604	-	-	-
GDP0U0Z	Bureau du Directeur de la Division	Projet de catalogage de données - SOPAC	8,016	-	8,016	(8,188)	172	-	-	-
GDRS06X	Bureau du Directeur de la Division	SIG - Général	28,891	4,129	33,020	(25,810)	789	7,999	7,999	-
GDRS09X	Bureau du Directeur de la Division	SIG - Projet île de Koro	-	-	2,126	(2,126)	-	-	-	-
OSFA09X	Services de soutien	Révision du Manuel des politiques et procédures financières	45,608	(19,588)	26,020	30,486	1,773	58,279	58,279	-
OSAA01X	Services de soutien	Achats, Gestion du risque, Voyages - Suva	4,984	-	4,984	(382)	-	4,602	4,602	-
GOD01X	Département îles et océan	Bureau australien de météorologie - Visibilité des données	307	-	307	(314)	7	-	-	-
GOGM03X	Département îles et océan	ISA (Autorité internationale des fonds marins) - Atelier	3,893	-	3,893	(3,977)	84	-	-	-
GOGM06X	Département îles et océan	PACE-Net Plus - Financement d'amorçage	2,137	-	2,137	(2,183)	46	-	-	-

Code	Section	Titre du projet	Montant reçu des bailleurs de fonds	Solde au 31/12/2015	Total disponible	Dépenses	Fluctuation (change)	Solde au 31/12/2016	Sommes détenues pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
GOMC01X	Département îles et océan	PACCSAP - Projet BIVA (évaluation de la vulnérabilité de Bonriki à la submersion)	(133,842)	2,276	(131,566)	131,517	49	-	-	-
GOMC04X	Département îles et océan	Étude côtière - Fiji	-	11,353	11,353	(11,597)	244	-	-	-
GOMC05X	Département îles et océan	Inspection des travaux de construction d'une digue, États fédérés de Micronésie	-	1,263	1,263	(1,290)	27	-	-	-
GOMC16X	Département îles et océan	Projet passe récifale à Tuvalu / Surveillance du littoral	-	23,168	23,168	(23,667)	499	-	-	-
GOMC19X	Département îles et océan	Levés hydrographiques - Vanuatu - Phase II	-	125,714	125,714	(128,420)	2,706	-	-	-
GOMC22X	Département îles et océan	KRISO (Corée) - Projet de conversion de l'énergie thermique des océans (OTEC), eaux de Kiribati	50,575	39,145	89,720	(90,563)	843	-	-	-
GRBE01X	Département réduction des risques de catastrophe	Réduction de la vulnérabilité - Enveloppe B - Projets multi-pays Multicountry Proj.	9,982	(225,111)	(215,129)	219,973	(4,844)	-	-	-
GRDP01X	Département réduction des risques de catastrophe	Mise en œuvre de la feuille de route - GRC/ACC	-	449	449	(458)	9	-	-	-
GROD02X	Département réduction des risques de catastrophe	Divers projets/activités relevant du secteur eau/assainissement	-	1,972	1,972	(2,014)	42	-	-	-
GRTC01X	Département réduction des risques de catastrophe	Divers XB - Formation	14,518	(8,218)	6,300	23,155	445	29,900	29,900	-
GRTC06X	Département réduction des risques de catastrophe	Projet de plan d'action en faveur de la résilience des radio-télédiffuseurs nationaux	(3,628)	18,196	14,568	(14,960)	392	-	-	-
GWGA01X	Département eau et assainissement	Plan d'action régional océanien	-	962	962	(983)	21	-	-	-
GWGA05X	Département eau et assainissement	4e Forum mondial de l'eau	-	359	359	(366)	7	-	-	-
GWGA06X	Département eau et assainissement	Projet GIRE Pacifique et stratégies relatives à l'utilisation efficiente de l'eau	35	35	70	(71)	1	-	-	-
GWGA10X	Département eau et assainissement	Stratégie du secteur de l'eau de la SOPAC (2005-2009)	-	1,123	1,123	(1,147)	24	-	-	-
GWPM03X	Département eau et assainissement	Fonds Pacifique - Plans de sécurité sanitaire des eaux de consommation (PSSE)	-	6,218	6,218	(6,352)	134	-	-	-
GWSA09X	Département eau et assainissement	Programme régional de sécurité sanitaire des eaux	-	3,265	3,265	(3,335)	70	-	-	-
GWSA12X	Département eau et assainissement	Journée mondiale de l'eau	-	728	728	(744)	16	-	-	-
GWZA01X	Département eau et assainissement	Divers XB - Activités sécurité sanitaire	3,190	1,259	4,449	(4,476)	27	-	-	-
HHCM07X	Développement humain	Département développement humain - Divers	-	82	82	(83)	1	-	-	-
HHYM12X	Développement humain	Cadre océanien pour l'épanouissement des jeunes	-	29,969	29,969	-	1,296	31,265	31,265	-
HHYM15X	Développement humain	Département développement humain - Jeunesse	-	4,260	4,260	-	184	4,444	4,444	-
OSAA14X	Services de soutien	Maintenance	-	14,031	14,031	(14,333)	302	-	-	-
OSAA15X	Services de soutien	Projet Pacific Village - Déménagement	-	115,529	115,529	130,892	7,777	254,198	254,198	-
OSFA04X	Services de soutien	Provisions agents - XB	-	106,057	106,057	(2,947)	4,523	107,633	107,633	-
OSFA16X	Services de soutien	Section finances - Suva - XB	53	-	53	(53)	-	-	-	-
OSFA17X	Services de soutien	Personnel Section finances (établissement de rapports) - Suva - 2 ans	-	65,379	65,379	(66,786)	1,407	-	-	-
OSFA22X	Services de soutien	Amélioration du système d'information de gestion financière - Phase III (Modules)	-	114,300	114,300	39,296	5,777	159,373	159,373	-
OSFA23X	Services de soutien	Archives / Justificatifs	-	52,040	52,040	(53,160)	1,120	-	-	-
OSIA37X	Services de soutien	TIC - Achats en gros	-	(42,149)	(42,149)	35,342	(562)	(7,369)	(7,369)	-

Code	Section	Titre du projet	Solde au 31/12/2015	Montant reçu des bailleurs de fonds	Total disponible	Dépenses	Fluctuation (change)	Solde au 31/12/2016	Sommes détenues pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
PPAA76X	Programme politiques, planification et réglementation	Fonds pour la lutte contre le VIH et les IST en Océanie - Prolongation sans rallonge financière	3,291	-	3,291	-	143	3,434	3,434	-
PPAA77X	Programme politiques, planification et réglementation	Financement changement climatique (Plan stratégique de la Division santé publique)	15,811	-	15,811	-	683	16,494	16,494	-
DEEA04P	Stratégie, performance et amélioration continue	Planification	(79)	-	(79)	79	-	-	-	-
EEAA02X	Département énergie	Département énergie - Général	(146)	-	(146)	146	-	-	-	-
EEAA03X	Département énergie	Énergies renouvelables et efficacité énergétique (Projet North-REP)	(1,607)	-	(1,607)	1,607	-	-	-	-
EEAA04X	Département énergie	Réunion Tep Vertes	38,762	-	38,762	(38,762)	-	-	-	-
FCMG01P	Programme pêche côtière	Réunion Tep Vertes	2,345	-	2,345	-	-	2,345	2,345	-
OSFA02X	Services de soutien	Fonds programme - Compte d'affectation	739,416	(739,416)	-	-	-	-	-	-
OSFA18X	Services de soutien	Divers - Section finances	18,495	37	18,532	(18,923)	399	8	8	-
OSFA32X	Services de soutien	Amortissement - Projets	-	-	-	(109,359)	-	(109,359)	-	(109,359)
OSIA01X	Services de soutien	Frais de communication	6,906	-	6,906	-	-	6,906	6,906	-
OSTA01X	Services de soutien	Divers - Section traduction et interprétation	67,932	(168)	67,764	(41,325)	-	26,439	26,439	-
PDAA02X	Bureau du Directeur de la Division	Bureau du Directeur de la Division - Projet gestion	10,088	534	10,622	(1,391)	(574)	8,657	8,657	-
SDDA36X	Statistique pour le développement	Bureau de Pohnpei	(8,350)	-	(8,350)	-	-	(8,350)	-	(8,350)
<b>Divers bailleurs</b>			<b>5,123,987</b>	<b>2,261,232</b>	<b>7,385,219</b>	<b>(3,254,836)</b>	<b>112,657</b>	<b>4,243,040</b>	<b>5,386,280</b>	<b>(1,143,240)</b>
BAAA04X	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Recettes perçues au titre des droits d'inscription et autres	-	418,349	418,349	(299,170)	2,533	121,712	121,712	-
BACA01X	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Projets SPBEA	(288)	32,740	32,452	(8,680)	499	24,271	24,271	-
BACA04X	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Projets EQAP	-	15,470	15,470	(5,886)	204	9,788	9,788	-
BAEA01X	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Recherche, suivi et évaluation - Projet LANA (Ministère de l'éducation - Fidji)	6,307	-	6,307	(1,686)	237	4,858	4,858	-
BATA01X	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Projets	160,345	43,681	204,026	(97,113)	5,797	112,710	112,710	-
DCCA08X	Cellule communication et relations publiques	Vidéo/Télévision/Pacific Way	61,765	50,959	112,724	(27,516)	3,169	88,377	88,377	-
DCCA10X	Cellule communication et relations publiques	Documentaires changement climatique	3,688	-	3,688	-	159	3,847	3,847	-
DCCA11X	Cellule communication et relations publiques	Projets spéciaux - Médias	31,553	-	31,553	(10,271)	1,147	22,429	22,429	-
DCCA12X	Cellule communication et relations publiques	Documentaire vidéo North-REP	9,830	-	9,830	-	425	10,255	10,255	-
DDDA17X	Bureau du Directeur général	Bureau du DG - Real Pasifik	20,816	10,003	30,819	-	1,113	31,932	31,932	-
OSFA10X	Services de soutien	Personnel temporaire finances pour mise en œuvre des projets	410,090	54,697	464,787	(80,819)	-	383,968	383,968	-
OSFA12X	Services de soutien	Amélioration du système d'information financière	72,842	739,416	812,258	(412)	-	811,846	811,846	-

Code	Section	Titre du projet	Montant reçu des bailleurs de fonds		Total disponible	Dépenses	Fluctuation (change)	Solde au 31/12/2016	Sommes	
			Solde au 31/12/2015	fonds					détenues pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
DEEA30X	Stratégie, performance et amélioration continue	Cellule d'engagement stratégique - Général	50,000	-	50,000	(47,745)	(87)	2,168	2,168	-
DEEA33X	Stratégie, performance et amélioration continue	Mobilisation des ressources	67,722	16,754	84,476	(32,589)	380	52,267	52,267	-
DEEA36X	Stratégie, performance et amélioration continue	Cellule d'engagement stratégique 2016-2020	104,080	98,540	202,620	(129,975)	2,240	74,885	74,885	-
DPPA04X	Durabilité environnementale et changement climatique	FED - Ordonnateur régional adjoint	9,793	(10,003)	(210)	-	210	-	-	-
DPPA05X	Durabilité environnementale et changement climatique	Planification - Changement climatique	69,556	(28,397)	41,159	(49,965)	1,341	(7,465)	-	(7,465)
DPPA06X	Durabilité environnementale et changement climatique	AMCC - Projet contre le changement climatique dans les petits États insulaires	1,103,928	(15,102)	1,088,826	(2,044,957)	3,945	(952,186)	-	(952,186)
DPPA08X	Durabilité environnementale et changement climatique	PASAP - Département australien du changement climatique et de la maîtrise de l'énergie/Multi-pays	24,082	-	24,082	346	1,048	25,476	25,476	-
DSSA05X	Directeur général adjoint (Suva)	Assistance technique - DGA	10,017	-	10,017	(5,936)	308	4,389	4,389	-
EDAA01X	Bureau du Directeur de la Division	Sûreté maritime en Océanie	414,479	-	414,479	(97,631)	15,846	332,694	332,694	-
EDAA02X	Bureau du Directeur de la Division	Formation de gens de mer - Divers	153,327	-	153,327	(8,536)	6,447	151,238	151,238	-
EDAA04X	Bureau du Directeur de la Division	Division développement économique - Information et publication	2,933	-	2,933	(2,996)	63	-	-	-
EDAA06X	Bureau du Directeur de la Division	Bureau du Directeur de la Division - Général	68,921	-	68,921	(12,748)	2,709	58,882	58,882	-
EEFZ01X	Département énergie	Département énergie - Général	137,653	-	137,653	21,123	6,400	165,176	165,176	-
ETMT07X	Département transports	Département transports - Général	62,954	48,270	111,224	(21,667)	3,288	92,845	92,845	-
GDDA04X	Bureau du Directeur de la Division	Section finances - SOPAC - XB	166,058	-	166,058	(41,284)	6,302	131,076	131,076	-
GDDA09X	Bureau du Directeur de la Division	Conférence du réseau STAR - 2016	-	43,985	43,985	(26,145)	380	18,220	18,220	-
GDPU03X	Bureau du Directeur de la Division	Publications pour traceurs	1,386	2,100	3,486	(3,516)	30	-	-	-
GDRS01X	Bureau du Directeur de la Division	Section SIG et télédétection - Subvention annuelle	13,563	-	13,563	(13,855)	292	-	-	-
GDRS02X	Bureau du Directeur de la Division	Création d'un système régional de surveillance des forêts	1,330	-	1,330	(1,358)	28	-	-	-
GODI02X	Département îles et océan	APN (réseau Asie-Pacifique) - Système GeoNetwork - Visibilité des données	33,593	-	33,593	(19,382)	1,040	15,251	15,251	-
GOGM05X	Département îles et océan	Activités - Projet de levés géologiques et ressources terrestres	129,313	20,326	149,639	262,438	11,602	423,679	423,679	-
GOMC13X	Département îles et océan	PARDI - Projet perle aux Fidji et aux Tonga	32,343	-	32,343	(3,777)	1,318	29,884	29,884	-
GOZI04X	Département îles et océan	Activités - Projet géosciences appliquées aux milieux océaniques et côtiers	85,944	6,466	92,410	151,877	7,081	251,368	251,368	-
GWZA02X	Département eau et assainissement	Divers projets - Activités relevant du secteur eau/assainissement	21	32	53	90,037	1,915	92,005	92,005	-
HHCM09X	Développement humain	Programme ACP-UE d'appui aux secteurs culturels	93,317	36,405	129,722	(217,008)	195	(87,091)	-	(87,091)
HHCM10X	Développement humain	Fondation du Commonwealth - Cartographie - La cinématographie océanique	259	-	259	(264)	5	-	-	-
HHYM13X	Développement humain	Département développement humain - Conseil de la jeunesse du Pacifique	27,801	-	27,801	(2,061)	1,158	26,898	26,898	-
HPRZ01X	Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	Petites subventions	836	21,587	22,423	(17,852)	116	4,687	4,687	-
LFGRO2X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Centre régional matériel génétique - Assistance technique	38,861	(47,318)	(8,457)	7,621	836	-	-	-

Code	Section	Titre du projet	Solde au 31/12/2015	Montant reçu des bailleurs de fonds	Total disponible	Dépenses	Fluctuation (change)	Solde au 31/12/2016	Sommes détenues pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
LFGRO4X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Projet de conservation de la diversité des bananes (Bioversité)	8,099	(3,607)	4,492	(4,666)	174	-	-	-
LSOZZ7X	Engagement stratégique et élaboration de politiques	Fonds d'assistance technique DRT	154,666	79,724	234,390	(34,706)	7,645	207,329	207,329	-
LSOZZ8X	Engagement stratégique et élaboration de politiques	Assistance technique DRT Pool 2	104,151	11,265	115,416	(117,657)	2,241	-	-	-
LSOZ31X	Engagement stratégique et élaboration de politiques	Administration DRT	44,485	(31,887)	12,598	(13,555)	957	-	-	-
LSOZ37X	Engagement stratégique et élaboration de politiques	DRT - Général	-	298,085	298,085	-	6,336	304,421	304,421	-
LTBT04X	Commerce et industries agroalimentaires	Divers - Groupe biosécurité et facilitation du commerce	97,549	(72,111)	25,438	(27,538)	2,100	-	-	-
LTFA05X	Commerce et industries agroalimentaires	POETCom	16,227	17,256	33,483	(33,793)	350	40	40	-
LTFA07X	Commerce et industries agroalimentaires	COLEACP - Programme EDES	3,681	(734)	2,947	(3,026)	79	-	-	-
LTHP04X	Commerce et industries agroalimentaires	Divers Santé et productions animales	14,754	1,322	16,076	(16,393)	317	-	-	-
OOPA02X	Autres	Secrétariat commun	(50,259)	188,029	137,770	(134,567)	(1,036)	2,167	2,167	-
OOPA03X	Autres	Fonds mondial - Fonds pour la région du Pacifique occidental	-	46,011	46,011	(24,087)	466	22,390	22,390	-
PGMU05X	Unité administration des subventions	Fonds mondial - VIH	1,592	-	1,592	-	69	1,661	1,661	-
PPAA02P	Programme politiques, planification et réglementation	Fonds programme - Promotion de la santé (MNT)	(5,954)	-	(5,954)	6,082	(128)	-	-	-
PPAA53X	Programme politiques, planification et réglementation	Affectations nationales pour les pays insulaires membres du Forum	18,462	-	18,462	-	798	19,260	19,260	-
PPAA71X	Programme politiques, planification et réglementation	VIH/sida	15,540	-	15,540	(7,650)	509	8,399	8,399	-
PRAA22X	Programme recherche, preuves et informations scientifiques	Données de santé publique - Renforcement des capacités des États et Territoires insulaires	100,000	(100,000)	-	-	-	-	-	-
DDDA07X	Bureau du Directeur général	2012 - Évaluation des services de la CPS	20,405	-	20,405	-	-	20,405	20,405	-
DDDA11X	Bureau du Directeur général	Comité consultatif de gestion, Comité d'audit et des risques	68,535	-	68,535	-	-	68,535	68,535	-
DDDA20X	Bureau du Directeur général	CPS - Programme mettant à l'honneur les leaders de demain	-	-	-	38,886	-	38,886	38,886	-
DEEA07X	Stratégie, performance et amélioration continue	Cellule d'engagement stratégique - Appui à la direction	(5,589)	-	(5,589)	5,589	-	-	-	-
DEEA24X	Stratégie, performance et amélioration continue	PACE NET +	(6,350)	77,566	71,216	(7,232)	-	63,984	63,984	-
DEEA26X	Stratégie, performance et amélioration continue	Évaluation du dispositif de gouvernance	(22,052)	-	(22,052)	22,052	-	-	-	-
DPPA15X	Durabilité environnementale et changement climatique	Publication du livre sur le changement climatique	(50,211)	-	(50,211)	-	-	(50,211)	-	(50,211)
DPPA21X	Durabilité environnementale et changement climatique	Approche intégrée du changement climatique - Phase 2	248	-	248	-	-	248	248	-
DPPA23X	Durabilité environnementale et changement climatique	Approche intégrée du changement climatique	70,790	-	70,790	-	-	70,790	70,790	-
FCDV05X	Programme pêche côtière	Étude sur les DCP	10,138	35,800	45,938	(44,411)	-	1,527	1,527	-
FCDV13X	Programme pêche côtière	Qualité et valorisation des produits de la mer	7,780	-	7,780	-	-	7,780	7,780	-
FCDV15X	Programme pêche côtière	Développement de la pêche côtière - Activités générales	-	-	-	(149)	-	(149)	-	(149)

Code	Section	Titre du projet	Solde au 31/12/2015	Montant reçu des bailleurs de fonds	Total disponible	Dépenses	Fluctuation (change)	Solde au 31/12/2016	Sommes détenues pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
FCFP23X	Programme pêche côtière	Réalisation de supports didactiques sur les ressources halieutiques	2,614	-	2,614	(2,614)	-	-	-	-
FCFP35X	Programme pêche côtière	Supports didactiques	10,400	-	10,400	-	-	10,400	10,400	-
FCFP38X	Programme pêche côtière	Ensilage de poissons	7,639	-	7,639	(2,453)	-	5,186	5,186	-
FCFP39X	Programme pêche côtière	Développement de la pêche sportive	5,314	-	5,314	(199)	-	5,115	5,115	-
FCFP48X	Programme pêche côtière	Projets sécurité en mer	867	-	867	(755)	-	112	112	-
FCFP52X	Programme pêche côtière	NIWA - Projet pêche à la ligne des espèces démersales	1,489	30,872	32,361	(8,306)	-	24,055	24,055	-
FCFP72X	Programme pêche côtière	Projets généraux - Programme pêche côtière	53,163	-	53,163	17,327	-	70,490	70,490	-
FCFP78X	Programme pêche côtière	Programme pêche côtière - Subvention 2013	432	-	432	-	-	432	432	-
FCFP79X	Programme pêche côtière	Suivi du changement climatique côtier - Phase II	(12,256)	-	(12,256)	-	-	(12,256)	-	(12,256)
F0F510X	Programme pêche hauturière	PPH - Général	367,421	53,463	420,884	(61,066)	-	359,818	359,818	-
F0F515X	Programme pêche hauturière	Projet régional marquage des thoniés	30,930	3,333	34,263	(37,233)	-	(2,970)	-	(2,970)
HHCM06X	Développement humain	Développement culturel	112	-	112	-	-	112	112	-
ODSA04X	Bureaux décentralisés	Bureau de pays des îles Salomon - Paiement anticipé	-	7,055	7,055	(6,598)	-	457	457	-
ODSA08X	Bureaux décentralisés	Bureau de pays des îles Salomon - Clôture des projets	-	35,348	35,348	(35,089)	-	259	259	-
OSAA02X	Services de soutien	Archives, sécurité et appellation	(9,254)	-	(9,254)	-	-	(9,254)	-	(9,254)
OSFA14X	Services de soutien	HR Online - Traitements Suva - à épurer	(179,040)	-	(179,040)	168,395	-	(10,645)	-	(10,645)
OSHA01X	Services de soutien	Système SIRH	2,417	-	2,417	-	-	2,417	2,417	-
OSHA07X	Services de soutien	Système de gestion des RH, politiques et gestion	19,273	-	19,273	-	-	19,273	19,273	-
OSIA36X	Services de soutien	Mise à niveau de l'infrastructure TIC	(10,800)	-	(10,800)	47,699	-	36,899	36,899	-
OSIA39X	Services de soutien	Conception site Web - 2015	91,700	-	91,700	(97,830)	-	(6,130)	-	(6,130)
OSIA40X	Services de soutien	TIC - Recouvrement des coûts - Achats de licences	-	-	-	405	-	405	405	-
OSLA02X	Services de soutien	40e Conférence de l'AMSLIC	21,978	(10,000)	11,978	-	-	11,978	11,978	-
PDAA08X	Bureau du Directeur de la Division	Unité administration des subventions - Engagements	18,148	-	18,148	(4,176)	-	13,972	13,972	-
PGMU01X	Unité administration des subventions	Unité administration des subventions	82,719	-	82,719	(31)	-	82,688	82,688	-
PGMU04X	Unité administration des subventions	Agents temporaires	(4,883)	-	(4,883)	-	-	(4,883)	-	(4,883)
PPAA18X	Programme politiques, planification et réglementation	Fonds pour la lutte contre le VIH et les IST en Océanie - Prolongation sans rallonge financière	9,774	-	9,774	(9,767)	-	7	7	-
PRAA01X	Programme recherche, preuves et informations scientifiques	Unité lutte contre les maladies (Équipe VIH/IST)	(17,042)	17,042	-	-	-	-	-	-
PRAA05X	Programme recherche, preuves et informations scientifiques	Programme recherche, preuves et information scientifiques - Publications	17,862	-	17,862	-	-	17,862	17,862	-
PRAA26X	Programme recherche, preuves et informations scientifiques	Lutte contre la tuberculose - Unité lutte contre les maladies	(13,042)	13,042	-	-	-	-	-	-
SDDA13X	Statistique pour le développement	Conférence régionale des directeurs de la statistique	82,952	-	82,952	-	-	82,952	82,952	-
SDDA24X	Statistique pour le développement	Statistique pour le développement - Projets généraux	72,413	1,172	73,585	(18,818)	-	54,767	54,767	-
SDDA40X	Statistique pour le développement	2012 - Activités financées par les fonds 2011	71,363	-	71,363	(6,172)	-	65,191	65,191	-
SDDA43X	Statistique pour le développement	TA-7800	101,619	-	101,619	-	-	101,619	101,619	-
GDRS08X	Bureau du Directeur de la Division	Projet SIG - Police de Fidji	-	4,226	4,226	(1,376)	61	2,911	2,911	-

Code	Section	Titre du projet	Solde au 31/12/2015	Montant reçu des bailleurs de fonds	Total disponible	Dépenses	Fluctuation (change)	Solde au 31/12/2016	Sommes détenues pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
<b>Environmental Defense Fund</b>										
FOFS49X	Programme pêche hauturière	Travaux sur la pêche thonière dans le Pacifique occidental et central	-	48,326	48,326	(48,326)	-	-	-	-
<b>FIDA</b>										
LTAFA03X	Commerce et industries agroalimentaires	Initiatives en faveur de l'agriculture biologique et du commerce éthique en Océanie	87,364	339,321	426,685	(256,265)	5,543	175,963	175,963	-
LTAFA06X	Commerce et industries agroalimentaires	Projet - Développement des compétences pour une agriculture résiliente dans le Pacifique	82,001	345,802	427,803	(257,267)	5,427	175,963	175,963	-
<b>FIP / UE</b>										
HPRZ13X	Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	FIP - ratification des traités relatifs aux droits de la personne par les pays insulaires du Pacifique	118,363	-	118,363	(120,910)	2,547	-	-	-
HPRZ17X	Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	UE/FIP 2 - Traités sur les droits de la personne	148,738	19,279	168,017	(528,775)	(4,399)	(365,157)	-	(365,157)
<b>Fonds pour l'environnement mondial (FEM)</b>										
FOFS46X	Programme pêche hauturière	Application des conventions relatives à la pêche dans les PEID/Projet océanien de gestion de la pêche hauturière-I	5,494	825,130	830,624	(679,381)	-	151,243	151,243	-
<b>Fonds fiduciaire</b>										
LFGR07X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Fonds fiduciaire - Projets sur la régénération et la duplication des collections végétales	35,013	-	35,013	(862)	1,496	35,647	35,647	-
LFGR08X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Financement à long terme - CePaCT	81,728	187,273	269,001	(20,591)	7,076	255,486	255,486	-
LFGR15X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Changement climatique - Techniciens de recherche	3,287	1,613	4,900	(1,638)	141	3,403	3,403	-
<b>Fondation mondiale contre le diabète (WDF)</b>										
PDAA12X	Bureau du Directeur de la Division	WDF - Sommet océanien sur les MINT	-	106,279	106,279	(125,972)	-	(19,693)	-	(19,693)
<b>Fonds Pacifique</b>										
DPCA02X	Durabilité environnementale et changement climatique	Séminaire INTEGRE réseau poly. Raiatea 2016 - SPP	96,826	4,326	101,152	773	-	101,925	101,925	-
FCFP81X	Programme pêche côtière	Fonds Pacifique - Connaissance de la ciguatera dans le Pacifique	11,153	(11,933)	(780)	781	-	1	1	-
FOFS40X	Programme pêche hauturière	FPF - Modélisation bioéconomique	19,541	(19,541)	-	-	-	-	-	-
HHWZ04X	Développement humain	Fonds Pacifique - France	176	-	176	-	-	176	176	-
PRAA20X	Programme recherche, preuves et informations scientifiques	Unité lutte contre les maladies (Équipe surveillance et recherche opérationnelle) - ROSSP+	65,956	-	65,956	(8)	-	65,948	65,948	-
<b>Fondation Pew</b>										
FOFS44X	Programme pêche hauturière	Fondation Pew - Domaines d'activités du PPH	(10,436)	102,348	91,912	(49,935)	-	41,977	41,977	-

Code	Section	Titre du projet	Solde au 31/12/2015	Montant reçu des bailleurs de fonds	Total disponible	Dépenses	Fluctuation (change)	Solde au 31/12/2016	Sommes détenues pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
<b>France</b>										
PPAA31X	Programme politiques, planification et réglementation	France - Projet conjoint Unité lutte contre les maladies (Équipe VIH/sida)	(30,658)	35,047	4,389	(1,133)	(624)	2,632	2,632	-
			439	-	439	-	-	439	439	-
ETMT12X	Département transports	Nouvelle-Calédonie - 6e atelier régional sur les opérations de recherche et de sauvetage en mer (SAR)	(33,491)	35,047	1,556	(835)	(721)	-	-	-
ETMT09X	Département transports	Consolidation du transport maritime	2,394	-	2,394	(298)	97	2,193	2,193	-
<b>GIZ</b>										
LRF09X	Gestion durable des ressources terrestres	GIZ/CPS - Jalesi	64,243	266,148	330,391	(93,468)	6,719	243,642	253,354	(9,712)
OSIA38X	Services de soutien	CPS/GIZ - Partage frais de personnel	7,546	20,732	28,278	(10,729)	539	18,088	18,088	-
DEEA05X	Stratégie, performance et amélioration continue	GIZ - Renforcement de l'équipe de direction de la CPS	2,974	15,513	18,487	(11,819)	-	6,668	6,668	-
DPPA09X	Durabilité environnementale et changement climatique	GIZ - Approche intégrée du changement climatique	65,759	(44,128)	21,631	20,353	2,354	44,338	44,338	-
DPPA24X	Durabilité environnementale et changement climatique	GIZ - Renforcement gestion CPS - Approche intégrée du changement climatique	(11,650)	44,153	32,503	(42,155)	-	(9,652)	-	(9,652)
DPPA11X	Durabilité environnementale et changement climatique	Cellule d'engagement stratégique - Bureau comm.	3,945	(565)	3,380	(3,465)	85	-	-	-
EEPZ03X	Département énergie	Sécurité énergétique dans le Pacifique	-	47,346	47,346	(35,846)	244	11,744	11,744	-
EERZ08X	Département énergie	ASCE (Programme Adaptation au changement climatique et énergie durable) - Petite échelle	-	48,655	48,655	(59)	1,033	49,629	49,629	-
EERZ09X	Département énergie	Projet « Faire face au changement climatique en Océanie » - Tuvalu	-	48,655	48,655	(5,122)	925	44,458	44,458	-
EERZ10X	Département énergie	ASCE - Système photovoltaïque hybride en internat - Kiribati	-	58,396	58,396	(2,734)	1,183	56,845	56,845	-
EERZ11X	Département énergie	ASCE - Composante II - États fédérés de Micronésie	-	-	-	(59)	(1)	(60)	-	(60)
GDRS13X	Bureau du Directeur de la Division	GIZ - Phase de préparation	-	21,134	21,134	-	450	21,584	21,584	-
GRDP05X	Département réduction des risques de catastrophe	Projet CPS/GIZ « Faire face au changement climatique en Océanie »	3,250	(3,320)	(70)	-	70	-	-	-
<b>Haut-Commissariat du Royaume-Uni</b>										
ODVA01X	Bureaux décentralisés	Haut-Commissariat du Royaume-Uni - Youth@Work - Vanuatu	-	40,423	40,423	(31,941)	-	8,482	8,482	-
			-	40,423	40,423	(31,941)	-	8,482	8,482	-
<b>Hunter New England</b>										
PRAA55X	Programme recherche, preuves et informations scientifiques	Module 3 - Investigation en cas de flambées épidémiques - Vanuatu	-	38,450	38,450	(21,144)	-	17,306	17,306	-
			-	38,450	38,450	(21,144)	-	17,306	17,306	-
<b>ICLARM</b>										
FCFP29 30	Programme pêche côtière	Gestion communautaire des pêches	(12,124)	103,206	91,082	(87,314)	-	3,768	16,041	(12,273)
			(12,124)	103,206	91,082	(87,314)	-	3,768	16,041	(12,273)
<b>Institut de Recherche pour le Développement (IRD)</b>										
FCFP77X	Programme pêche côtière	CPS-IRD - Mouillage d'enregistreurs de température - Changement climatique	10,445	-	10,445	(1,200)	-	9,245	9,245	-
			10,445	-	10,445	(1,200)	-	9,245	9,245	-

Code	Section	Titre du projet	Solde au 31/12/2015	Montant reçu des bailleurs de fonds	Total disponible	Dépenses	Fluctuation (change)	Solde au 31/12/2016	Sommes détenues pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
ETMT15X	Département transports	International Foundation for Aid to Navigation (IFAN)	-	538,629	538,629	(155,749)	8,139	391,019	391,019	-
		IFAN - Sécurité de la navigation dans les États et Territoires insulaires océaniques	-	538,629	538,629	(155,749)	8,139	391,019	391,019	-
EERZ05X	Département énergie	IRENA (Agence internationale pour les énergies renouvelables)	28,423	-	28,423	(1,126)	1,205	28,502	28,502	-
		IRENA - Initiative en faveur des PEID	28,423	-	28,423	(1,126)	1,205	28,502	28,502	-
FOFS42X	Programme pêche hauteurière	ISSF (International Seafood Sustainability Foundation)	793,286	623,162	1,416,448	(145,187)	-	1,271,261	1,271,261	-
		ISSF - Projet de système de suivi électronique (2014-2016)	765,809	623,162	1,388,971	(145,187)	-	1,243,784	1,243,784	-
FOFS43X	Programme pêche hauteurière	ISSF - Développement du système d'information sur l'atténuation des captures accidentelles	27,477	-	27,477	-	-	27,477	27,477	-
BAAA01X	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce	131,418,838	12,797,025	259,388,663	-1,453,075,1	272,206	116,803,318	117,009,984	-206,666
		Lecture, écriture et calcul	60,094	-	60,094	(61,387)	1,293	-	-	-
BACA05X	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Évaluation et qualité de l'enseignement dans le Pacifique	-	506,987	506,987	(430,982)	1,615	77,620	77,620	-
BADA01X	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Pacific Qualification Register	114,739	65,731	180,470	(182,939)	2,469	-	-	-
BAPA01X	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Programme PaBER (détermination des niveaux de référence au service de la qualité de l'enseignement en Océanie)	307,556	142,524	450,080	(456,699)	6,619	-	-	-
BASA01X	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Bourses	(19,070)	207,434	188,364	(150,305)	390	38,449	38,449	-
DDDA18X	Bureau du Directeur général	Cellule de coordination - Stratégie décennale océanique sur la statistique	482,692	-	482,692	(372,081)	14,235	124,846	124,846	-
DEEA32X	Stratégie, performance et amélioration continue	Suivi, évaluation, amélioration continue	188,821	-	188,821	(89,458)	6,265	105,628	105,628	-
EEEE01X	Département énergie	Programme océanien d'étiquetage et de normes énergétiques pour les appareils électriques (PALS)	1,238,545	8,522	1,247,067	(456,792)	44,021	834,296	834,296	-
EEPZ04X	Département énergie	AusAID - Énergie - Subvention 2012	823,739	-	823,739	(216,054)	31,023	638,708	638,708	-
EEPZ05P	Département énergie	AusAID - Énergie	53,390	740,757	794,147	(507,874)	7,259	293,532	293,532	-
ETMT04P	Département transports	AusAID - Département transports	295,881	1,316,902	1,612,783	(1,060,018)	18,253	571,018	571,018	-
ETMT11X	Département transports	AusAID - Division développement économique - Subventions	1,084,200	-	1,084,200	(29,214)	46,255	1,101,241	1,101,241	-
FCCA03P	Programme pêche côtière	Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce - Financement marquage, aquaculture	47,116	434,125	481,241	(375,270)	(1,005)	104,966	104,966	-
GOIP03X	Département îles et océan	PPSLP-AusAID - Activités - Extension du plateau continental - Programme de renforcement des liens avec le secteur public océanien	205,513	277,802	483,315	(155,239)	11,491	339,567	339,567	-
GOMC17X	Département îles et océan	AusAID - Projet sur les tsunamis, phase III, PPSLP Tonga	61,321	12,509	73,830	(75,149)	1,319	-	-	-
GOMC24X	Département îles et océan	Projet de démonstration concernant la prévision des inondations côtières	-	2,898	2,898	-	61	2,959	2,959	-

Code	Section	Titre du projet	Montant reçu des bailleurs de fonds		Total disponible	Dépenses	Fluctuation (change)	Solde au 31/12/2016	Sommes	
			Solde au 31/12/2015	baillleurs de fonds					détenues pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
GOSL01X	Département îles et océan	Programme de soutien climat et océans - Pacifique	744,737	492,212	1,236,949	(997,721)	21,454	260,682	260,682	-
GRDP GRDP	Département réduction des risques de catastrophe	AusAID - Facilité plan d'action national	31,132	213	31,345	(32,016)	671	-	-	-
GWGA02X	Département eau et assainissement	AusAID/CPS - Programme MCCA - Fidji, Tokelau et Tonga	402,580	-	402,580	(77,714)	15,754	340,620	340,620	-
GWGA03X	Département eau et assainissement	AusAID/CPS - Programme MCCA - Tuvalu	746,802	-	746,802	(574,272)	20,082	192,612	192,612	-
HHDZ14X	Développement humain	Projet Promouvoir l'égalité entre hommes et femmes dans les pays insulaires océaniques	739,616	48,541	788,157	(615,435)	(3,557)	169,165	169,165	-
HPRZ03X	Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	AusAID - Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	(235,591)	1,744,753	1,509,162	(1,257,793)	66	251,435	251,435	-
LFGR11X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	AusAID - Changement climatique - Phase II	290,537	-	290,537	(56,541)	11,359	245,355	245,355	-
LRFT01X	Gestion durable des ressources terrestres	CPS/NFPF - Programme de partenariat	33,795	(22,258)	11,537	(12,264)	727	-	-	-
LRFT02X	Gestion durable des ressources terrestres	OIBT - Fonds d'étude	5,570	2,193	7,763	(1,402)	258	6,619	6,619	-
LRFT03X	Gestion durable des ressources terrestres	Université nationale d'Australie - Projets océaniques	22,522	(24,606)	(2,084)	1,600	484	-	-	-
LTBT02X	Commerce et industries agroalimentaires	Projet sur l'accès aux marchés des produits horticoles et agricoles du Pacifique (PHAMA)	297,582	459,016	756,598	(502,293)	11,947	266,252	266,252	-
LTHP06X	Commerce et industries agroalimentaires	Conférence australienne des associations du Commonwealth	11,871	(12,127)	(256)	-	256	-	-	-
PDAA04P	Bureau du Directeur de la Division	Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce - Fonds programme 2015-2017 - Programme politiques, planification et réglementation	242,906	1,650,880	1,893,786	(319,076)	(4,853)	1,569,857	1,569,857	-
PPAA07P	Programme politiques, planification et réglementation	Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce - Fonds programme 2015-2017 - Programme politiques, planification et réglementation	409,503	816,635	1,226,138	(366,319)	9,535	869,354	869,354	-
PRAA03P	Programme recherche, preuves et informations scientifiques	Fonds programme - Unité lutte contre les maladies	-	-	-	(20,235)	(430)	(20,665)	-	(20,665)
PRAA04P	Programme recherche, preuves et informations scientifiques	Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce - Fonds programme 2015-2017 - Programme recherche, preuves et information scientifiques	171,546	294,114	465,660	(334,173)	(3,110)	128,377	128,377	-
DEEA35X	Stratégie, performance et amélioration continue	Programmes-pays	30,000	-	30,000	(5,711)	-	24,289	24,289	-
DPCA01X	Durabilité environnementale et changement climatique	Durabilité environnementale et changement climatique - Durabilité	29,695	-	29,695	(18,613)	-	11,082	11,082	-
FCFP01X	Programme pêche côtière	Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce - Étude Benefish	135,289	-	135,289	(126,683)	-	8,606	8,606	-
FCFP06P	Programme pêche côtière	Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce - Financement marquaage, général, pêche côtière	144,679	106,552	251,231	(41,639)	-	209,592	209,592	-
FCFP73X	Programme pêche côtière	AusAID - Changement climatique côtier	27,260	-	27,260	(7,576)	-	19,684	19,684	-
FCFP74X	Programme pêche côtière	Renforcement de la résilience climatique et de gouvernance des ressources côtières - Fidji	272,865	(272,865)	-	-	-	-	-	-
FCFP75X	Programme pêche côtière	Renforcement des capacités en gestion de la pêche côtière - Tokelau	31,379	(31,379)	-	-	-	-	-	-
FCMG02P	Programme pêche côtière	Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce - Financement marquaage, science et gestion	134,655	513,992	648,647	(437,078)	-	211,569	211,569	-
FDAA33X	Bureau du Directeur de la Division	AusAid - L'engagement du Pacifique dans la biodiversité au-delà des frontières nationales	(129)	-	(129)	129	-	-	-	-

Code	Section	Titre du projet	Solde au 31/12/2015	Montant reçu des bailleurs de fonds	Total disponible	Dépenses	Fluctuation (change)	Solde au 31/12/2016	Sommes détenues pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
FDA047X	Bureau du Directeur de la Division WorldFish - poissons	Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce - WorldFish - poissons	-	8,006	8,006	(17)	-	7,989	7,989	-
FOF030P	Programme pêche hauturière	Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce (AusAID) - PPH - Financement ordinaire	501,623	951,837	1,453,460	(690,119)	-	763,341	763,341	-
FOF028X	Programme pêche hauturière	AusAID - Projet d'observation des thonidés	124,730	-	124,730	(124,730)	-	-	-	-
ODSA02X	Bureaux décentralisés	Ministère affaires foncières - Assistance technique - Iles Salomon (enquêtes sur les ménages)	142,355	387,942	530,297	(406,767)	-	123,530	123,530	-
ODSA06X	Bureaux décentralisés	Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce - Programme Youth@Work - Honiara 2015	-	41,130	41,130	(40,837)	-	293	293	-
ODSA07X	Bureaux décentralisés	Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce - Programme Youth@Work - Provinces Choiseul et Malaïta	-	283,661	283,661	(276,833)	-	6,828	6,828	-
ODVA02X	Bureaux décentralisés	Programme Youth@Work - Vanuatu et Papouasie-Nouvelle-Guinée - Ministère canadien des Affaires étrangères et du Commerce international -	-	36,195	36,195	(25,760)	-	10,435	10,435	-
OSFA07X	Services de soutien	AusAID - Etablissement du service d'audit interne	48,551	(48,551)	-	-	-	-	-	-
OSFA08X	Services de soutien	AusAID - Examen du Règlement financier de la CPS	(13,442)	13,442	-	-	-	-	-	-
PRAA33X	Programme recherche, preuves et informations scientifiques	Projet - Sur la voie de l'éradication de la tuberculose à Kiribati	427,426	(2,981)	424,445	(180,549)	-	243,896	243,896	-
SDDA33X	Statistique pour le développement	AusAID - Recensement 2009 - Assistance technique	155,310	-	155,310	(53,996)	-	101,314	101,314	-
SDDA38X	Statistique pour le développement	AusAID - Renforcement des services statistiques 2010-2016	283,096	275,482	558,578	(558,579)	-	(1)	-	(1)
SDDA39X	Statistique pour le développement	AusAID - Renforcement des services statistiques 2010-2014 (B) Service 2010-2016 (B)	54,779	(54,779)	-	-	-	-	-	-
SDDA5X	Statistique pour le développement	Renforcement des systèmes d'information sur la gestion de l'éducation dans le Pacifique 2015-2017	1,752,072	591,825	2,343,897	(1,098,623)	-	1,245,274	1,245,274	-
SDDA48X	Statistique pour le développement	Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce - Programme de renforcement des services statistiques dans le Pacifique	-	831,759	831,759	(651,655)	-	180,104	180,104	-
<b>Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce - Programme de leadership dans le Pacifique</b>			<b>64,723</b>	<b>148,578</b>	<b>213,301</b>	<b>(146,730)</b>	<b>2,228</b>	<b>68,799</b>	<b>68,799</b>	<b>-</b>
HHYM14X	Développement humain	AusAid - Programme de leadership dans le Pacifique	(2,278)	69,390	67,112	(55,843)	(251)	11,018	11,018	-
HPRZ09X	Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	Programme de leadership dans le Pacifique - Lobbying	736	-	736	(752)	16	-	-	-
HPRZ18X	Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	Cardno - CAPP Phase III	66,265	22,481	88,746	(81,948)	1,586	8,384	8,384	-
HPRZ21X	Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	CAPP Phase 4	-	41,267	41,267	-	877	42,144	42,144	-
ODSA05X	Bureaux décentralisés	Youth@Work - Études de suivi	-	15,440	15,440	(8,187)	-	7,253	7,253	-
<b>Japon (JICA/Fonds fiduciaire japonais)</b>			<b>93,832</b>	<b>142,748</b>	<b>236,580</b>	<b>(95,740)</b>	<b>(1,714)</b>	<b>139,126</b>	<b>139,126</b>	<b>-</b>
ETMT10X	Département transports	JICA - Étude de l'amélioration des ports et des transports maritimes - Pacifique Nord	(79,653)	81,367	1,714	-	(1,714)	-	-	-
FOF018X	Programme pêche hauturière	Fonds fiduciaire japonais	173,485	61,381	234,866	(95,740)	-	139,126	139,126	-

Code	Section	Titre du projet	Solde au 31/12/2015	Montant reçu des bailleurs de fonds	Total disponible	Dépenses	Fluctuation (change)	Solde au 31/12/2016	Sommes détenues par le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
		<b>Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) du Gouvernement allemand</b>	-	<b>2,317,040</b>	<b>2,317,040</b>	<b>(1,667,975)</b>	<b>(15,655)</b>	<b>633,410</b>	<b>799,629</b>	<b>(166,219)</b>
ETMT16X	Département transports	KfW - Activités de relèvement en réponse au cyclone Pam	-	249,063	249,063	(136,425)	(2,900)	109,738	109,738	-
GOMC23X	Département îles et océan	KfW - Activités de relèvement en réponse au cyclone Pam	-	683,486	683,486	(217,775)	(4,629)	461,082	461,082	-
HPRZ20X	Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	KfW - Activités de relèvement en réponse au cyclone Pam	-	60,919	60,919	(66,128)	(1,406)	(6,615)	-	(6,615)
LSOZ36X	Engagement stratégique et élaboration de politiques	KfW - Activités de relèvement en réponse au cyclone Pam	-	338,544	338,544	(316,137)	(6,720)	15,687	15,687	-
DPPA29X	Durabilité environnementale et changement climatique	KfW - Activités de relèvement en réponse au cyclone Pam	-	35,800	35,800	(195,404)	-	(159,604)	-	(159,604)
FCFP86X	Programme pêche côtière	KfW - Activités de relèvement en réponse au cyclone Pam	-	522,660	522,660	(380,886)	-	141,774	141,774	-
PRAA54X	Programme recherche, preuves et informations scientifiques	KfW - Activités de relèvement en réponse au cyclone Pam	-	426,568	426,568	(355,220)	-	71,348	71,348	-
		<b>Ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce</b>	<b>4,099,316</b>	<b>5,351,126</b>	<b>9,450,442</b>	<b>(5,249,038)</b>	<b>75,451</b>	<b>4,276,855</b>	<b>4,535,732</b>	<b>(258,877)</b>
BAAO2X	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	Ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce - Évaluation PILNA	792,037	483,958	1,275,995	(1,250,233)	17,956	43,718	43,718	-
EEPZ01P	Département énergie	Ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce - Renforcement des capacités - Coopération sud-sud	12,839	48,300	61,139	(57,942)	350	3,547	3,547	-
FCCA05X	Programme pêche côtière	Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce - Aquaculture - sécurité alimentaire et croissance économique	-	619,192	619,192	(29,595)	(442)	589,155	589,155	-
GOIPO2P	Département îles et océan	Nouvelle-Zélande - Fonds projets - Département îles et océan	569,558	771,637	1,341,195	(676,413)	26,649	691,431	691,431	-
GOMC10X	Département îles et océan	Nouvelle-Zélande - Fonds projets - Département îles et océan	82,477	-	82,477	(84,252)	1,775	-	-	-
GOMC18X	Département îles et océan	Programme d'aide néo-zélandais - Projet levés hydrographiques marins - Vanuatu	110,359	-	110,359	(112,734)	2,375	-	-	-
GOMC21X	Département îles et océan	Programme régional d'assistance hydrographique du ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce - Initiative régionale sur la navigation en Océanie	198,216	106,286	304,502	(145,086)	7,745	167,161	167,161	-
GWPM04X	Département eau et assainissement	Projet de renforcement de la sécurité hydrique dans les États insulaires vulnérables	14,552	-	14,552	(526)	618	14,644	14,644	-
GWPM05X	Département eau et assainissement	Programme d'aide néo-zélandais - Sécurité hydrique dans certains États et Territoires océaniques	52,129	325,120	377,249	(590,409)	(3,385)	(216,545)	-	(216,545)
HHCM02P	Développement humain	Coopération sud-sud	-	10,207	10,207	(10,207)	-	-	-	-
LFAA01P	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Programme d'aide néo-zélandais - Ressources génétiques - Financement 2014	35,147	-	35,147	(21,357)	1,065	14,855	14,855	-
LFGR14X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Programme d'aide néo-zélandais - Ressources génétiques	2,712	-	2,712	(2,770)	58	-	-	-
LRFT17X	Gestion durable des ressources terrestres	Spécialiste de la mouche des fruits - Niue	-	25,980	25,980	(25,963)	-	17	17	-
LSOD16P	Engagement stratégique et élaboration de politiques	Programme d'aide néo-zélandais	311,253	367,293	678,546	(151,217)	18,050	545,379	545,379	-
LTBT01P	Commerce et industries agroalimentaires	Ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce - Renforcement des capacités - Coopération sud-sud	463	22,758	23,221	(21,754)	41	1,508	1,508	-
LTHP05X	Commerce et industries agroalimentaires	Programme d'aide néo-zélandais - Santé et productions animales	14,463	-	14,463	(14,348)	320	435	435	-
LTHP07X	Commerce et industries agroalimentaires	Formation paravétérinaire	5,630	(5,633)	(3)	(118)	121	-	-	-

Code	Section	Titre du projet	Montant			Dépenses	Fluctuation (change)	Solde au 31/12/2016	Sommes détenues pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
			Solde au 31/12/2015	baillleurs de fonds	Total disponible					
LTHP09P	Commerce et industries agroalimentaires	Programme d'aide néo-zélandais - Fonds programme 2014 - Santé et productions animales	84,061	-	84,061	1,904	4,571	4,571	-	
LTHP06X	Commerce et industries agroalimentaires	Programme prévention fournis dans le Pacifique	5,241	(3,262)	1,979	(2,091)	-	-	-	
LTPH12X	Commerce et industries agroalimentaires	Projet de lutte biologique dans le Pacifique	4,333	25,414	29,747	(27,734)	139	2,152	2,152	
DEEA03P	Stratégie, performance et amélioration continue	Programme d'aide néo-zélandais - Programmes pilotes d'échanges régionaux 2014-2016	167,484	53,750	221,234	6,905	-	228,139	228,139	
FCDV06X	Programme pêche côtière	Programme océanique de formation halieutique en Nouvelle-Zélande	67,456	193,214	260,670	(175,355)	-	85,315	85,315	
FCFP05P	Programme pêche côtière	Programme d'aide néo-zélandais 2014-2016 - Programme pêche côtière	167,462	-	167,462	(47,150)	-	120,312	120,312	
FCFP08P	Programme pêche côtière	Nouvelle-Zélande - financement marquage 2016	-	166,790	166,790	(73,542)	-	93,248	93,248	
FCFP82X	Programme pêche côtière	Programme d'aide néo-zélandais - Programme de pêche côtière durable à Kiribati	270,061	-	270,061	(52,225)	-	217,836	217,836	
FCMG01X	Programme pêche côtière	Nouvelle-Zélande - Améliorer la gestion halieutique au profit de la sécurité alimentaire et de la pérennisation des moyens de subsistance des populations océaniques	-	1,157,579	1,157,579	(39,834)	-	1,117,745	1,117,745	
FDAA02P	Bureau du Directeur de la Division	Programme d'aide néo-zélandais - Coopération sud-sud	(3,587)	-	(3,587)	(251)	-	(3,838)	(3,838)	
FDAA05P	Bureau du Directeur de la Division	Programme d'aide néo-zélandais - Poste suivi-évaluation	40,381	119,455	159,836	(100,252)	-	59,584	59,584	
FOFS02P	Programme pêche hauturière	Programme d'aide néo-zélandais - PPH - Financement ordinaire 2014-2016	395,807	254,474	650,281	(217,761)	-	432,520	432,520	
FOFS38X	Programme pêche hauturière	Nouvelle-Zélande - Services d'information et recherche scientifiques sur les thonidés dans le Pacifique 2013-2015	409,757	-	409,757	(387,775)	-	21,982	-	
FOFS52X	Programme pêche hauturière	Nouvelle-Zélande : Stratégie sur les activités de récolte	-	17,227	17,227	(13,142)	-	4,085	-	
PDA009X	Bureau du Directeur de la Division	Programme d'aide néo-zélandais - Architecture régionale de la santé	78,058	(16,665)	61,393	(5,517)	-	55,876	-	
PPA449X	Programme politiques, planification et réglementation	AusAID/Programme d'aide néo-zélandais - Unité promotion de la santé, Section modes de vie sains en Océanie, Projet 2-1-22 de lutte contre les maladies non transmissibles	39,473	-	39,473	(74,635)	-	(35,162)	(35,162)	
PRAA02P	Programme recherche, preuves et informations scientifiques	Programme d'aide néo-zélandais - Équipe surveillance et recherche opérationnelle - ROSSP Réseau de services	107,395	365,350	472,745	(473,825)	-	(1,080)	(1,080)	
SDDA03P	Statistique pour le développement	Programme d'aide néo-zélandais - Coopération sud-sud	7,678	23,492	31,170	(33,422)	-	(2,252)	(2,252)	
SDDA04P	Statistique pour le développement	Programme d'aide néo-zélandais - Subvention 2014-2016 - Statistique	56,421	219,210	275,631	(255,114)	-	20,517	-	
<b>Tous les organismes des Nations Unies</b>			<b>94,164</b>	<b>1,771,159</b>	<b>1,865,323</b>	<b>(1,578,714)</b>	<b>7,955</b>	<b>294,564</b>	<b>338,019</b>	<b>(43,455)</b>
BACA02X	Programme pour l'évaluation et la qualité de l'enseignement	EFTP - Étude régionale	(15,491)	23,506	8,015	(6)	(169)	7,840	7,840	-
EEEC02X	Département énergie	Création du Centre océanique pour les énergies renouvelables	-	-	-	(2,493)	(53)	(2,546)	-	(2,546)
EEEZ02X	Département énergie	PNUE - Programme de partenariat mondial pour un éclairage efficace	(12,529)	16,303	3,774	(3,504)	(270)	-	-	-
GDRS12X	Bureau du Directeur de la Division	Formation SIG	-	4,551	4,551	-	97	4,648	4,648	-
GRDP06X	Département réduction des risques de catastrophe	Secrétariat de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies (ONU/SIPC) / Protocole d'accord	124,016	-	124,016	(124,586)	2,714	2,144	2,144	-

Code	Section	Titre du projet	Solde au 31/12/2015	Montant reçu des bailleurs de fonds	Total disponible	Dépenses	Fluctuation (change)	Solde au 31/12/2016	Sommes détenues pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
GRDP10X	Département réduction des risques de catastrophe	ONU/SIPC - Projet régional gestion des risques (réunion)	15,473	(11,285)	4,188	(4,521)	333	-	-	-
GRIM08X	Département réduction des risques de catastrophe	ONU/SIPC - Projet régional gestion des risques	5,992	20,615	26,607	(26,736)	129	-	-	-
GRTC08X	Département réduction des risques de catastrophe	UNESCO - Système océanien d'alerte aux tsunamis - formation et renforcement des capacités	1,618	-	1,618	(1,653)	35	-	-	-
GWRM03 04	Département eau et assainissement	PNUE - Gestion durable des ressources en eau	(10,269)	18,004	7,735	(45,789)	(1,034)	(39,088)	-	(39,088)
GWRM07X	Département eau et assainissement	Essai de gestion intégrée de l'eau, des terres, des forêts et des zones côtières	27,464	-	27,464	20,052	1,613	49,129	49,129	-
GWRM09X	Département eau et assainissement	UNICEF - Projet KIRIWATSAN	(54,940)	-	(54,940)	56,122	(1,182)	-	-	-
GWRR01X	Département eau et assainissement	FEM/approche « de la montagne au récif » - essai de gestion intégrée de l'eau, des terres, des forêts et des zones côtières	(10,340)	1,122,072	1,111,732	(1,048,092)	1,126	64,766	64,766	-
GWRT02X	Département eau et assainissement	UNESCO-IHP - Programme d'évaluation des eaux transfrontières (TWWAP)	14,651	-	14,651	(14,966)	315	-	-	-
HHCM11X	Développement humain	ONU Femmes	1,621	-	1,621	(1,656)	35	-	-	-
HHCM13X	Développement humain	UNESCO - Culture, arts et développement durable.	-	15,002	15,002	(14,361)	13	654	654	-
HPRZ12X	Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	Fonds Pacifique - Mettre fin à la violence à l'égard des femmes	990	35,351	36,341	(38,146)	(16)	(1,821)	-	(1,821)
HPRZ16X	Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	PNUD - Politique de formation en matière de droits de la personne	(2,934)	5,577	2,643	(2,580)	(63)	-	-	-
HPRZ19X	Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	ONU Femmes - Projet Îles Salomon	-	96,908	96,908	(96,869)	-	39	39	-
LRFT10X	Gestion durable des ressources terrestres	CPS/PNUD - Projet Drawa	1,633	(1,668)	(35)	-	35	-	-	-
LRLM03X	Gestion durable des ressources terrestres	Projet remise en état des terres dégradées et lutte contre la sécheresse	3,121	8,041	11,162	(11,229)	67	-	-	-
LRLM05X	Gestion durable des ressources terrestres	PNUD - Programme national d'action de Tuvalu sur l'adaptation (NAPA1)	4,088	(2,186)	1,902	(1,990)	88	-	-	-
LTF09 10	Commerce et industries agroalimentaires	Rallier les jeunes de Vanuatu à l'agriculture biologique	-	408,525	408,525	(213,704)	4,142	198,963	198,963	-
SDDA49X	Statistique pour le développement	UNICEF - N° #43207058 - Politique statistiques sociales	-	11,843	11,843	(2,007)	-	9,836	9,836	-
<b>Nouvelle-Calédonie</b>			<b>629,358</b>	<b>8,443</b>	<b>637,801</b>	<b>(448,458)</b>	<b>-</b>	<b>189,343</b>	<b>189,343</b>	<b>-</b>
FCFP07P	Programme pêche côtière	Nouvelle-Calédonie - Subvention	106,371	8,443	114,814	(25,335)	-	89,479	89,479	-
FOFS31X	Programme pêche hauturière	Connaissance de l'espace Maritime de la Nouvelle-Calédonie	6,179	-	6,179	(6,179)	-	-	-	-
OSAA03X	Services de soutien	Nouvelle-Calédonie - Entretien du siège	516,808	-	516,808	(416,944)	-	99,864	99,864	-
<b>Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)</b>			<b>381,583</b>	<b>581,715</b>	<b>963,298</b>	<b>(444,075)</b>	<b>19,392</b>	<b>538,615</b>	<b>552,864</b>	<b>(14,249)</b>
GDRS10X	Bureau du Directeur de la Division	FAO - Projet SIG	-	6,911	6,911	(4,194)	58	2,775	2,775	-
LFCP12X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Soutien technique - Agriculture sur les atolls	-	165,916	165,916	(5,147)	3,417	164,186	164,186	-
LFGR03X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	FAO - Matériel génétique	7,003	(5,003)	2,000	(2,151)	151	-	-	-
LFGR06X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	FAO/Plan d'action mondial - Étude mise en œuvre	2,566	(2,255)	311	(366)	55	-	-	-

Code	Section	Titre du projet	Solde au 31/12/2015	Montant reçu des bailleurs de fonds	Total disponible	Dépenses	Fluctuation (change)	Solde au 31/12/2016	Sommes détenues pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
LFGR13X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Projet - Un légume indigène au service du développement durable	-	37,569	37,569	-	798	38,367	38,367	-
LFGR16X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Traité de la FAO pour le changement climatique - Partage des avantages	31,784	-	31,784	(3,695)	1,296	29,385	29,385	-
LFGR18X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Programme d'assistance suite au passage du cyclone Pam TCP/TUV/3502	10,486	16,611	27,097	(16,494)	456	11,059	11,059	-
LRFT04X	Gestion durable des ressources terrestres	Surveillance de la santé des forêts	13,210	(13,494)	(284)	-	284	-	-	-
LRFT05X	Gestion durable des ressources terrestres	Récompenses décernées en foresterie	34,195	-	34,195	-	1,479	35,674	35,674	-
LRFT08X	Gestion durable des ressources terrestres	FAO - Foresterie	120,671	72,332	193,003	(108,308)	4,453	89,148	89,148	-
LRFT11X	Gestion durable des ressources terrestres	CPS/FORENET/PNGFRI/FIDJI Projet d'échantillonnage de la biomasse	3,703	(3,782)	(79)	-	79	-	-	-
LRFT12X	Gestion durable des ressources terrestres	CPS-FAO - Projet REDD+	48,944	135,906	184,850	(133,479)	2,170	53,541	53,541	-
LRLM06X	Gestion durable des ressources terrestres	Gestion durable des ressources terrestres - lisières des forêts	25,226	-	25,226	(21,190)	640	4,676	4,676	-
LTHP01X	Commerce et industries agroalimentaires	FAO - Atelier génétique animale	16,804	11,127	27,931	(13,972)	666	14,625	14,625	-
LTHP08X	Commerce et industries agroalimentaires	FAO - Surveillance des maladies animales (Vanuatu)	25,208	-	25,208	(674)	1,076	25,610	25,610	-
LTHP09X	Commerce et industries agroalimentaires	Promotion de la préservation d'espèces endémiques de porcs et de volailles	24,448	-	24,448	4,950	1,162	30,560	30,560	-
LTPH08X	Commerce et industries agroalimentaires	ACIAR - Filière fidjienne de la papaye	(3,567)	30,192	26,625	(26,549)	(76)	-	-	-
LTPH09X	Commerce et industries agroalimentaires	Projet développement petites et micro entreprises pépiniéristes	7,061	(2,188)	4,873	(5,025)	152	-	-	-
LTPH10X	Commerce et industries agroalimentaires	Renforcement des capacités dans la mise en œuvre d'accords multilatéraux sur l'environnement	4,835	94,626	99,461	(49,732)	1,163	50,892	50,892	-
FCCA18X	Programme pêche côtière	FAO - Cyclone Winston	-	6,567	6,567	(4,114)	(87)	2,366	2,366	-
FCCA19X	Programme pêche côtière	FAO - Association micronésienne en faveur d'une aquaculture durable - Cyclone Pam	-	14,921	14,921	(21,176)	-	(6,255)	-	(6,255)
FCFP85X	Programme pêche côtière	FAO - Travail sur la politique des Fidji	9,006	15,759	24,765	(32,759)	-	(7,994)	-	(7,994)
ETMT03X	Département transports	Organisation maritime internationale (OMI)	143,657	296,920	440,577	(410,076)	3,806	34,307	34,307	-
FOFS48X	Programme pêche hauturière	Organisation maritime internationale (OMI)	143,657	296,920	440,577	(410,076)	3,806	34,307	34,307	-
		<b>PACE-Net</b>	-	<b>11,933</b>	<b>11,933</b>	<b>(11,933)</b>	-	-	-	-
		PACE-Net Plus - Projet vivaneaux profonds	-	11,933	11,933	(11,933)	-	-	-	-
DDDA21X	Bureau du Directeur général	Papouasie-Nouvelle-Guinée	355,660	(14,903)	340,757	(132,555)	4,165	212,367	231,576	(19,209)
LFGR17X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Chargé d'étude sur le développement durable	-	212,640	212,640	-	4,520	217,160	217,160	-
DDDA16X	Bureau du Directeur général	Adaptation aux effets du changement climatique - Soutien aux PEI - Ressources phytogénétiques 2015	55,085	-	55,085	(42,155)	1,486	14,416	14,416	-
		Papouasie-Nouvelle-Guinée - Fonds petits États insulaires (PEI)	300,575	(227,543)	73,032	(90,400)	(1,841)	(19,209)	-	(19,209)

Code	Section	Titre du projet	Solde au 31/12/2015	Montant reçu des bailleurs de fonds	Total disponible	Dépenses	Fluctuation (change)	Solde au 31/12/2016	Sommes détenues pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
		<b>PFRP (Programme de recherche sur les pêcheries pélagiques)</b>	<b>86,142</b>	<b>-</b>	<b>86,142</b>	<b>(24,349)</b>	<b>-</b>	<b>61,793</b>	<b>61,793</b>	<b>-</b>
FOFS13X	Programme pêche hauturière	Programme recherche pêcheries du Pacifique - 01 - Université d'Hawaii	86,142	-	86,142	(24,349)	-	61,793	61,793	-
		<b>Polynésie française</b>	<b>(47,381)</b>	<b>40,920</b>	<b>(6,461)</b>	<b>(4,323)</b>	<b>-</b>	<b>(10,784)</b>	<b>-</b>	<b>(10,784)</b>
DPPA25X	Durabilité environnementale et changement climatique	Fonds Pacifique - Mission d'appui au Projet INTEGRE	48,598	(52,000)	(3,402)	3,402	-	-	-	-
FOFS32X	Programme pêche hauturière	Programme Observateur - Polynésie française	(95,979)	92,920	(3,059)	(7,725)	-	(10,784)	-	(10,784)
		<b>Ports (Papouasie-Nouvelle-Guinée)</b>	<b>7,468</b>	<b>-</b>	<b>7,468</b>	<b>-</b>	<b>323</b>	<b>7,791</b>	<b>7,791</b>	<b>-</b>
ETMT13X	Département transports	Conseils et groupe de travail dévelop. administrations maritimes	7,468	-	7,468	-	323	7,791	7,791	-
		<b>PLAN International</b>	<b>45,005</b>	<b>78,456</b>	<b>123,461</b>	<b>(91,690)</b>	<b>-</b>	<b>31,771</b>	<b>31,771</b>	<b>-</b>
ODSA01X	Bureaux décentralisés	PLAN International - Programme Youth@Work - Îles Salomon	45,005	78,456	123,461	(91,690)	-	31,771	31,771	-
		<b>Province Nord - Nouvelle-Calédonie</b>	<b>-</b>	<b>13,881</b>	<b>13,881</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>13,881</b>	<b>13,881</b>	<b>-</b>
DPCA03X	Durabilité environnementale et changement climatique	Projet RESCCUE - P. Nord-Renforcement ERC en Nouvelle-Calédonie	-	13,881	13,881	-	-	13,881	13,881	-
		<b>PROE</b>	<b>2,294</b>	<b>117,363</b>	<b>119,657</b>	<b>(98,702)</b>	<b>49</b>	<b>21,004</b>	<b>21,004</b>	<b>-</b>
GDNR03X	Bureau du Directeur de la Division	PROE - Analyse coûts-avantages (Initiative P-CBA) - Kosrae (États fédérés de Micronésie)	2,294	18,277	20,571	(20,620)	49	-	-	-
FOFS47X	Programme pêche hauturière	PROE - Acidification de l'océan	-	99,086	99,086	(78,082)	-	21,004	21,004	-
		<b>Réseau Asie-Pacifique</b>	<b>-</b>	<b>80,841</b>	<b>80,841</b>	<b>(28,622)</b>	<b>1,109</b>	<b>53,328</b>	<b>53,328</b>	<b>-</b>
LRF118X	Gestion durable des ressources terrestres	APFNet/CPS/Fidji/Tonga/Projet de Niue	-	80,841	80,841	(28,622)	1,109	53,328	53,328	-
		<b>Secrétariat du Commonwealth</b>	<b>11,266</b>	<b>-</b>	<b>11,266</b>	<b>(11,266)</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
FCFP14X	Programme pêche côtière	Séminaire gestion pêche côtière	6,135	-	6,135	(6,135)	-	-	-	-
FCFP16X	Programme pêche côtière	Plan stratégique régional - Pêche côtière	5,131	-	5,131	(5,131)	-	-	-	-
		<b>Taiwan</b>	<b>8,162</b>	<b>-</b>	<b>8,162</b>	<b>(7,811)</b>	<b>-</b>	<b>351</b>	<b>351</b>	<b>-</b>
FCCA02X	Programme pêche côtière	Taiwan - Aquaculture - Marchés et finances	3,905	-	3,905	(3,554)	-	351	351	-
FCFP17X	Programme pêche côtière	Programme de développement de la gestion écosystémique des pêches - Kiribati	4,257	-	4,257	(4,257)	-	-	-	-
		<b>Union européenne (UE)</b>	<b>25,742,446</b>	<b>13,731,748</b>	<b>39,474,194</b>	<b>(23,823,811)</b>	<b>927,683</b>	<b>16,578,066</b>	<b>19,241,236</b>	<b>(2,663,170)</b>
EEBZ01X	Département énergie	EFTP (enseignement et formation techniques et professionnels)	598,283	1,836,254	2,434,537	(723,535)	49,520	1,760,522	1,760,522	-
EEBZ02X	Département énergie	USP (enseignement et formation techniques et professionnels)	-	-	-	3,624	77	3,701	3,701	-

Code	Section	Titre du projet	Montant		Fluctuation (change)	Sommes		
			Solde au 31/12/2015	reçu des bailleurs de fonds		Solde au 31/12/2016	détenues pour le compte des bailleurs	Sommes dues par les bailleurs
EERZ04X	Département énergie	Énergies renouvelables (Projet North-REP) - Général	957,925	-	26,983	957,925	305,895	-
ETLT01X	Département transports	UE - Programme Microprojets Fidji - Lautoka	797,464	-	31,153	797,464	672,163	-
ETLT02X	Département transports	UE - Canne à sucre - Projet rural d'accès au réseau routier	2,195,425	-	89,314	2,195,425	2,020,918	-
ETLT03X	Département transports	Programme de microprojets - Groupement énergie	-	-	(4,068)	(191,365)	(195,433)	(195,433)
ETLT04X	Département transports	Programme de microprojets - Groupement Initiative WASH	-	-	(4,332)	(203,783)	(208,115)	(208,115)
ETLT05X	Département transports	Programme de microprojets - Fonctionnement	-	-	(4,887)	(229,908)	(234,795)	(234,795)
GOGM01X	Département îles et océan	Projet Ressources minérales des grands fonds marins	699,682	-	(25,359)	787,857	656,717	(656,717)
GOMC03X	Département îles et océan	Extraction de sédiments respectueuse de l'environnement à Tarawa - EU KI 05	562,384	11,236	14,851	573,620	131,999	131,999
GOMC15X	Département îles et océan	Projet Dynamique des vagues et du littoral dans le Pacifique	(4,070)	-	(1,969)	(4,070)	(90,395)	(90,395)
GRDP03X	Département réduction des risques de catastrophe	Projet ACP-UE de renforcement de la sécurité et de la résilience dans le Pacifique	9,934,970	41,170	304,031	9,976,140	4,334,088	4,334,088
GRDP07X	Département réduction des risques de catastrophe	Facilité ACP-UE pour les catastrophes naturelles	-	1,426	-	1,426	-	-
GWPM01X	Département eau et assainissement	Amélioration de l'approvisionnement en eau potable à Kiriritimati	2,774,151	375	94,735	2,774,526	1,682,965	1,682,965
GWRM05X	Département eau et assainissement	Impact de différents scénarios climatiques et d'abstraction sur les lentilles d'eau douce dans les atolls	62,885	336,530	1,708	399,415	17,062	17,062
GWRM10X	Département eau et assainissement	UE/CPS - Projet KIRIWATAN dans les îles périphériques - Phase II	382,792	820	1,673	383,612	(315,401)	(315,401)
GWRM12X	Département eau et assainissement	UE - Système d'observation du cycle hydrologique pour l'Océanie (HYCOS)	59,879	12,139	1,289	72,018	-	-
LFCP10X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Consultation régionales - Atelier Samoa	-	1,746	37	1,746	1,783	1,783
LFGR10X	Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Projet d'adaptation des cultures multipliées par clonage au changement climatique	200,842	641,629	9,006	842,471	225,041	225,041
LRF14X	Gestion durable des ressources terrestres	UE - Développement de la filière noix de coco dans le Pacifique	-	2,178,680	44,932	2,178,680	2,158,679	2,158,679
LRLM01X	Gestion durable des ressources terrestres	UE - Projet Reforest Fiji	2,906,833	-	82,475	2,906,833	956,732	956,732
LRLM04X	Gestion durable des ressources terrestres	Amélioration des services essentiels au profit de l'agriculture - commerce équitable	56,387	1,682,863	13,700	1,739,250	599,862	599,862
LRLM07X	Gestion durable des ressources terrestres	Commerce équitable - Renforcement des capacités et services de conseils	562,262	-	21,020	562,262	428,521	428,521
LSOD15X	Engagement stratégique et élaboration de politiques	UE - Projet DADP - Deuxième phase	(468)	-	(21)	(468)	-	(489)
LSOZ25X	Engagement stratégique et élaboration de politiques	Programme intra-ACP de promotion des politiques agricoles	2,969,126	2,630,630	128,989	5,599,756	3,127,074	3,127,074
FCCA16X	Programme pêche côtière	Projet UE - Conseils en aquaculture	5,941	-	-	5,941	5,351	5,351
FCFP57X	Programme pêche côtière	Projet DevFish (Projet de développement de la pêche thonière)	(41)	-	-	(41)	-	-
FDAA27X	Bureau du Directeur de la Division	Projet DevFish - Phase II	(154,022)	211,712	-	57,690	(1)	(1)
FDAA32X	Bureau du Directeur de la Division	Projet SciCOFish - 4e année - composantes côtière et hauturière	(260,734)	-	-	(260,734)	-	(260,734)
FDAA34X	Bureau du Directeur de la Division	Projet SciCOFish - 5e année - composantes côtière et hauturière	(59,242)	-	-	(59,242)	-	(59,242)
HPRZ16XS	Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne	UE - Équipe régionale d'éducation en matière de droits de la personne - Projet Îles Salomon, phase 2	(590)	16,898	-	16,308	16,278	16,278

Code	Section	Titre du projet	Montant reçu des bailleurs de fonds			Sommes détenues pour le compte des bailleurs		
			Solde au 31/12/2015	Total disponible	Dépenses	Fluctuation (change)	Solde au 31/12/2016	Sommes dues par les bailleurs
LTFA01X	Commerce et industries agroalimentaires	IACT - Accroissement du commerce de produits agricoles	1,726,336	1,717,540	(978,628)	53,690	792,602	792,602
DPPA01X	Durabilité environnementale et changement climatique	Projet INTEGRE	51,037	3,487,791	(4,129,639)	-	(641,848)	(641,848)
DPPA22X	Durabilité environnementale et changement climatique	Journée Union européenne	(40,126)	(40,126)	40,990	(864)	-	-
<b>Union internationale contre la tuberculose et les maladies respiratoires (UJCTM)</b>			<b>(65,304)</b>	<b>34,696</b>	<b>(75,564)</b>	<b>-</b>	<b>(40,868)</b>	<b>(40,868)</b>
PRAA53X	Programme recherche, preuves et informations scientifiques	UJCTM - Cours opérationnels dans le Pacifique	(65,304)	34,696	(75,564)	-	(40,868)	(40,868)
<b>UICN (Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources)</b>			<b>14,046</b>	<b>230,689</b>	<b>(75,139)</b>	<b>302</b>	<b>155,852</b>	<b>155,852</b>
GDR01X	Bureau du Directeur de la Division	UICN PASAP - Gouvernance des ressources naturelles	14,046	13,101	(13,403)	302	-	-
FOF550X	Programme pêche hauturière	Projet Biopelagos (financé par le programme BEST2.0 de l'Union européenne) - Secrétariat	-	217,588	(61,736)	-	155,852	155,852
<b>USAID</b>			<b>143,350</b>	<b>1,127,070</b>	<b>(493,386)</b>	<b>16,705</b>	<b>650,389</b>	<b>650,389</b>
DPPA28X	Durabilité environnementale et changement climatique	Projet de renforcement institutionnel dans les pays insulaires du Pacifique pour l'adaptation au changement climatique (ISACC)	-	928,428	(293,895)	13,488	648,021	648,021
DPPA07X	Durabilité environnementale et changement climatique	USAID - Changement climatique-Cartographie de la végétation/amélioration de la sécurité alimentaire	143,350	160,156	(161,005)	3,217	2,368	2,368
GDR05X	Bureau du Directeur de la Division	USAID - SIG - Projet données-images (Iles Salomon)	-	38,486	(38,486)	-	-	-
<b>WCPFC (Commission des pêches du Pacifique occidental et central)</b>			<b>1,182,469</b>	<b>4,156,542</b>	<b>(3,314,320)</b>	<b>-</b>	<b>842,222</b>	<b>914,738</b>
FOF516X	Programme pêche hauturière	WCPFC	930,497	1,606,543	(2,066,556)	-	470,484	470,484
FOF521X	Programme pêche hauturière	Gestion des données du programme régional d'observation (PRO) de la WCPFC	251,972	1,261,057	(816,803)	-	444,254	444,254
FOF551X	Programme pêche hauturière	Projet sur les thonidés dans les zones s'étendant au-delà des limites de la juridiction nationale (prestation de services scientifiques auprès de WCPFC)	-	358,445	(430,961)	-	(72,516)	(72,516)
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>			<b>56,880,119</b>	<b>51,318,905</b>	<b>108,199,024</b>	<b>1,538,340</b>	<b>45,977,668</b>	<b>51,197,639</b>



Caisse de prévoyance de la  
Communauté du Pacifique  
États financiers clos au 31  
décembre 2016



QH/LK/A17.0905

## **RAPPORT SUR LES ETATS FINANCIERS DU FONDS DE PREVOYANCE A L'ORGANE DIRECTEUR DE LA COMMUNAUTE DU PACIFIQUE**

(Traduction libre)

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints du Fonds de Prévoyance de la Communauté du Pacifique, comprenant l'état de situation financière au 31 décembre 2016, ainsi que l'état de la performance financière pour l'exercice clos à cette date, et un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

### **Responsabilité de la direction relative aux états financiers**

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation de ces états conformément à la réglementation de la Communauté du Pacifique applicable au Fonds de Prévoyance. Il appartient également à la direction de mettre en place et de maintenir le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, utilisant les méthodes comptables appropriées et des estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

### **Responsabilité de l'auditeur**

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement de l'auditeur. En procédant à cette évaluation des risques, l'auditeur prend en compte le contrôle interne de l'entité relatif à l'établissement et à la présentation des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction et la présentation d'ensemble des états financiers.



RAPPORT SUR LES ETATS FINANCIERS DU FONDS  
DE PREVOYANCE A L'ORGANE DIRECTEUR  
DE LA COMMUNAUTE DU PACIFIQUE

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

**Opinion**

A notre avis,

- (a) les états financiers présentent, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du Fonds de Prévoyance de la Communauté du Pacifique au 31 décembre 2016, ainsi que sa performance financière pour l'exercice clos à cette date, conformément à la réglementation de la Communauté du Pacifique applicable ; et
- (b) les éléments comptables ont été conservés conformément au règlement 38 de la Communauté du Pacifique.

**Autre information**

Nous ne réalisons qu'une mission d'audit externe pour le Fonds de Prévoyance de la Communauté du Pacifique.

Nouméa, le 13 juillet 2017

PricewaterhouseCoopers Professional Services

Anne-Marie Klotz  
Associée

# Caisse de prévoyance de la Communauté du Pacifique

États financiers clos au 31 décembre 2016

## ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2016 (en UCOM)

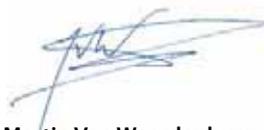
	2016	2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie investis	8,660,254	8,574,376
Prêts consentis aux adhérents	233,268	289,392
Emprunt CPS	143,716	179,275
Intérêts à recevoir et autres	69,156	60,900
<b>Total de l'actif</b>	<b>9,106,394</b>	<b>9,103,943</b>
Intérêts comptabilisés d'avance	5,049	5,281
Autres créditeurs	-	559
<b>Total passif</b>	<b>5,049</b>	<b>5,840</b>
<b>ACTIF NET</b>	<b>9,101,345</b>	<b>9,098,103</b>
Solde des comptes des adhérents – Nouméa	5,546,562	5,458,051
Solde des comptes des adhérents – Suva	3,554,783	3,640,052
<b>TOTAL SOLDE DES COMPTES DES ADHÉRENTS</b>	<b>9,101,345</b>	<b>9,098,103</b>

Les notes figurant dans ce document font partie intégrante des états financiers.

*Pour la caisse de prévoyance de la Communauté du Pacifique*



**Dr Colin Tukuitonga**  
Directeur général



**Martin Van Weerdenburg**  
Directeur des finances

## ÉTATS DES RÉSULTATS FINANCIERS CLOS AU 31 DÉCEMBRE 2016 (en UCOM)

	2016	2015
Intérêts perçus	205,307	161,213
Frais bancaires	(1,113)	(968)
<b>Recettes totales nettes transférées au compte d'affectation</b>	<b>204,194</b>	<b>160,245</b>
Compte d'affectation pour l'exercice clos le 31 décembre 2016		
Période de 6 mois échue au 30 juin	99,586	80,122
Période de 6 mois échue au 31 décembre	104,608	80,123
<b>Montant total des intérêts versés aux membres</b>	<b>204,194</b>	<b>160,245</b>

## ÉTAT DES MOUVEMENTS DES COMPTES DES ADHÉRENTS (en UCOM)

	2016	2015
Cotisations des adhérents et intérêts	4,713,033	4,828,140
Contributions de la CPS	4,385,070	4,428,674
<b>Solde d'ouverture au 1er janvier</b>	<b>9,098,103</b>	<b>9,256,814</b>
Cotisations des adhérents	1,443,607	1,467,094
Contributions de la CPS	1,308,924	1,366,735
	<b>2,752,531</b>	<b>2,833,829</b>
Intérêts crédités aux adhérents	228,655	160,245
Ajustement de change – Suva	152,331	204,053
<b>Total sommes versées</b>	<b>3,133,517</b>	<b>3,198,127</b>
<b>Solde des comptes des adhérents avant paiement des intérêts</b>	<b>12,231,620</b>	<b>12,454,941</b>
<b>Versements effectués aux agents en fin de contrat et retraits</b>	<b>(3,130,275)</b>	<b>(3,356,838)</b>
<b>Solde de clôture au 31 décembre</b>	<b>9,101,345</b>	<b>9,098,103</b>
Cotisations des adhérents	4,717,763	4,713,033
Contributions de la CPS	4,388,632	4,377,128
Ajustement de change – Suva	(5,050)	7,942
<b>Solde de clôture au 31 décembre</b>	<b>9,101,345</b>	<b>9,098,103</b>

# CAISSE DE PRÉVOYANCE DE LA COMMUNAUTÉ DU PACIFIQUE

## 2016

### Note 1

#### Entité comptable

1. La Communauté du Pacifique dispose, à l'intention de ses agents, d'une Caisse de prévoyance (« la Caisse »), créée le 1er janvier 1953 dans le but de dégager le Secrétariat de l'obligation et/ou de la responsabilité, le cas échéant, d'assurer une retraite aux membres de son personnel.
2. La Caisse est gérée par le Secrétariat qui l'administre conformément au Règlement de la Caisse de prévoyance (« le Règlement »).
3. Sous réserve du Règlement et de toutes les directives émises par le Secrétariat conformément à celui-ci, le Directeur général détient et peut exercer les pouvoirs et attributions que le Règlement confère au Secrétariat, à l'exception de l'article 26 relatif aux amendements.
4. Tout adhérent peut néanmoins interjeter appel de toute décision prise par le Directeur général dans l'exercice de ses pouvoirs et attributions devant la Commission paritaire de recours, conformément aux dispositions du chapitre XIII des Statuts du personnel.

### Note 2

#### Principales conventions comptables

1. L'exercice comptable pris en considération lors de l'établissement du présent bilan va du 1er janvier au 31 décembre 2016.
2. Les fonds de la Caisse destinée à l'ensemble du personnel de Nouméa, constitués des cotisations des adhérents et des contributions de l'employeur, sont investis à Nouméa en francs CFP, tandis que les fonds de la Caisse de prévoyance destinée à tous les agents en poste à Suva sont investis à Suva en dollars fidjiens.
3. Aux fins de la consolidation en fin d'exercice des fonds de la Caisse de prévoyance de Suva avec ceux de la Caisse de Nouméa, les intérêts et le capital de la Caisse de Suva ont été convertis en francs CFP au taux de change fixé pour l'achat des devises en vigueur au 31 décembre 2016, soit 53,16 francs CFP pour un dollar fidjien.
4. Sont consentis aux adhérents des prêts à court terme sur les fonds placés en leur nom dans la Caisse. Conformément à la politique du Secrétariat, les adhérents peuvent emprunter un montant équivalant à 90 % des fonds détenus en leur nom dans la Caisse, sous réserve qu'ils prennent des dispositions pour rembourser ce prêt sur une période ne pouvant dépasser 12 mois. Le taux d'intérêt annuel de ces emprunts est de 3,90 % (soit un taux supérieur de 2 % au taux moyen pondéré des intérêts perçus sur les investissements de la Caisse), au 31 décembre 2016.
5. La Communauté du Pacifique a contracté un emprunt auprès de la Caisse de prévoyance afin de faire l'acquisition de nouveaux logements pour son personnel en Nouvelle-Calédonie. Cet emprunt, minoré du capital remboursé, est porté à l'actif de la Caisse. Les produits d'intérêts sont comptabilisés de façon linéaire sur toute la durée de l'emprunt.



La science, le savoir et  
l'innovation au service  
du développement  
durable du Pacifique